

Deux générations de péquistes règlent encore leurs comptes

GILBERT BRUNET

du bureau de La Presse
QUEBEC



Singulière illustration des « éternels déchirements » péquistes : Denis Lazure reproche à Pierre Marc Johnson de n'avoir « laissé sa marque sur rien d'important au Québec ».

C'était avant que M. Johnson ne claque la porte au nez de ses détracteurs, leur abandonnant le Parti québécois pour qu'ils en fassent ce que bon leur semblera.

Ce ne sont pas Jacques Parizeau (finances), Camille Laurin (langue) ou Jean Garon (agriculture) qui parlent ainsi. Ces poids lourds ont « laissé leur marque » aux années de gouvernement du PQ. C'est bien Denis Lazure qui formule ces reproches. Cet ex-ministre dont peu de Québécois se souviennent, à l'extérieur de la circonscription de Bertrand à tout le moins.

Le Parti québécois a une histoire aussi courte que mouvementée. Tout a été dit, à ce sujet, après le récent décès de René Lévesque. Un homme qui avait déjà laissé plusieurs « marques » sur le Québec quand il a fondé ce parti, il y a moins de 20 ans.

Le NON fatidique

M. Lévesque et les hommes de sa génération ont beaucoup fait. Ils ont profondément cru que leur projet de Québec souverain-associé — et même carrément indépendant pour certains d'entre eux — verrait le jour de leur vivant.

À la première occasion, au référendum de mai 1980, les Québécois ont cependant dit NON. Le PQ a tenté de s'ajuster à cette réponse. Il y a laissé de gros morceaux : des ministres ont démissionné les uns à la suite des autres, jusqu'à ce que M. Lévesque lui-même abandonne le navire.

Une génération de péquistes était ainsi passée. Une autre prenait la relève, sous la direction de Pierre Marc Johnson. Dans la jeune quarantaine, il était ministre depuis huit ans. Au Travail, aux Affaires sociales (comme M. Denis Lazure), à la Justice, aux Affaires intergouvernementales.

« Tant que le peuple n'aura pas choisi la souveraineté, il exigera de ses hommes et femmes politiques des actions concrètes pour son développement. » M. Johnson a encore expliqué sa démarche en abandonnant toutes ses fonctions publiques cette semaine.

Tout à refaire

En décembre 1985, les électeurs ont envoyé M. Johnson et son équipe de relève dans l'opposition. Une rude école. Une frustration supplémentaire pour ceux

qui avaient abandonné le parti, le fondateur et la relève, mais jamais la « cause » fondamentale.

Après plusieurs mois de reconstruction, M. Johnson leur fait l'injure suprême. Conformément à sa démarche vers le prochain siècle, il fait modifier l'article un du programme.

Souverainiste, il se proclame. Mais c'est à l'« affirmation nationale » que le nouveau PQ est appelé à travailler pour parvenir un jour à l'objectif « horizontal ». Comité exécutif, Conseil national, assemblées régionales et congrès approuvent.

La relève s'éloigne de l'orthodoxie, en parfaite légitimité démocratique. Double frustration pour les « orthodoxes ».

Parallèlement, la conjoncture économique aidant, le gouvernement Bourassa se maintient à des sommets de popularité inégalés, après deux ans d'exercice du pouvoir. L'aile parlementaire dirigée par M. Johnson a mis du temps à travailler en équipe, à s'adapter à son nouveau rôle d'opposition.

Une frustration de plus pour la « vieille garde » : la reconquête du pouvoir, ce ne devrait pas être pour le prochain rendez-vous électoral, à moins d'un gigantesque dérapage des libéraux. À moins que les sondages de Marcel Léger ne soient les seuls à avoir le pas.

Même qu'en jumelant mode de scrutin et probable présence de candidats néo-démocrates, c'est presque toute la députation péquiste qui pourrait disparaître, selon les données de CROP et SO-RECOM.

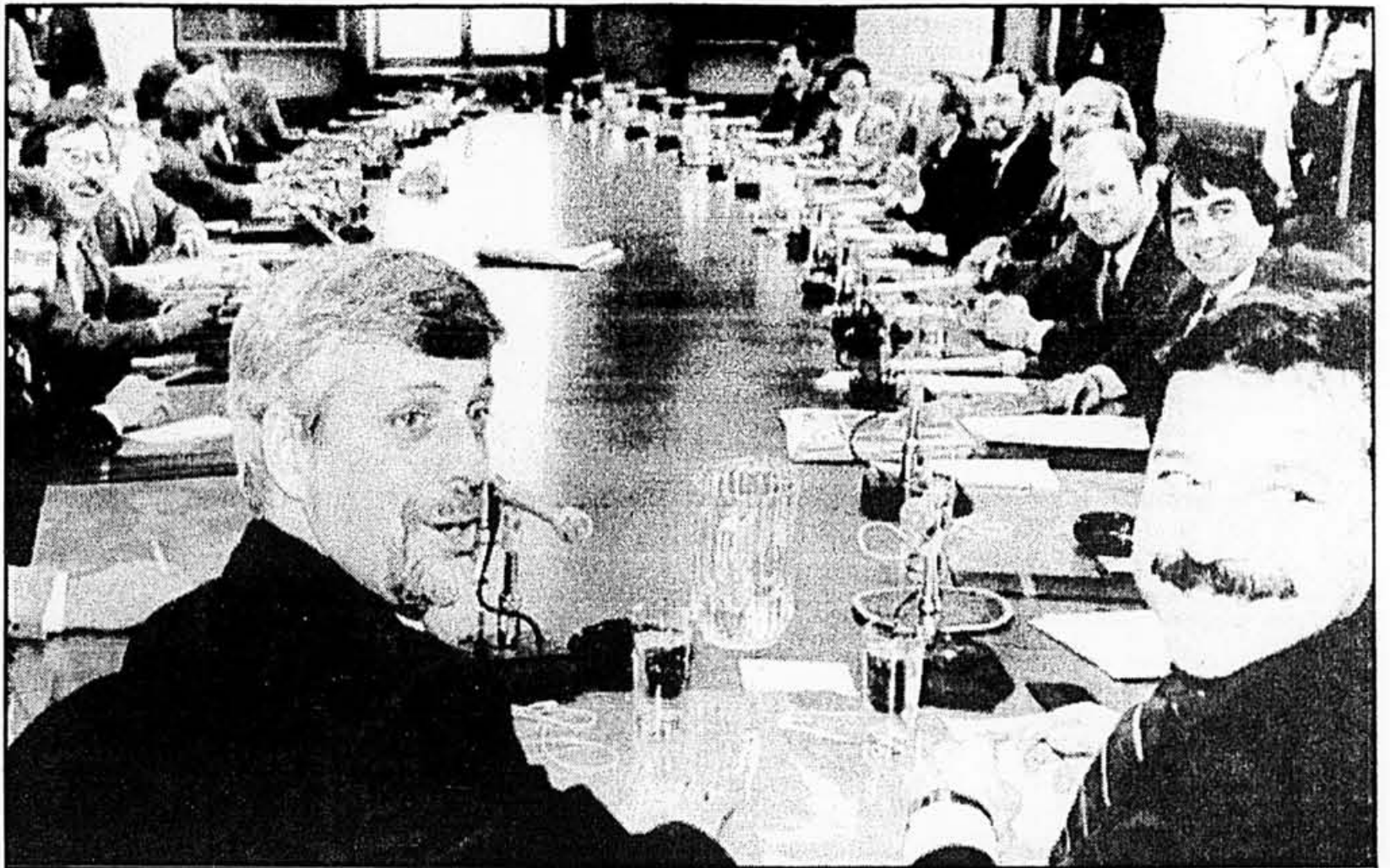
Sombres perspectives : la « cause » éloignée ; le véhicule menacé. Gérard Godin, indépendantiste, poète et fondeur, donne le premier coup. Il réclame un autre chef et blâme M. Johnson — en son absence — pour tous les maux. Blessé, le chef promet de riposter dès son retour d'Europe.

La mort du fondateur

Mais le malheur s'abat sur le Québec. M. Lévesque meurt. La « vieille garde » rencontre la relève. L'une et l'autre se prêtent des intentions, interprètent à leur façon ce que le fondateur aurait voulu que le PQ devienne. Le grand disparu n'est plus là pour rafraîchir la mémoire de ceux qui oublient ce qu'il a fait et dit, avant comme après le référendum.

On ne parle plus de cette souveraineté-association proposée aux Québécois par celui qu'on porte en terre. Seule la souveraineté est retenue par cette génération de péquistes dont la majorité n'a même plus sa carte de membre.

C'est le choc des générations. M. Johnson consulte avant de punir son député-fondateur. Il se rend compte que M. Godin a des appuis. Tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du caucus. Au sein du parti comme chez de vénérables ex-militants, que nul n'a revus aux



Pierre Marc Johnson a déjà vécu des périodes heureuses comme chef du Parti québécois comme en témoigne cette photo prise en janvier 1986, alors qu'il s'appretait à présider un caucus avant de présenter son cabinet fantôme à la presse.

assemblées de ce parti depuis trois ans.

Le recrutement est au plus bas. Le financement est pénible. Le caucus est divisé en trois blocs : 12 inconditionnels de Johnson appellent une sanction ; cinq suivraient un Godin chassé ; et quatre « neutres », pour Johnson mais contre l'expulsion de ce « bon Gérard ».

Le « grenouillage » s'ajoute à la « grogne ». Des réunions d'anciens « purs » trouvent écho dans les médias. La rumeur, les « contacts quotidiens », les tests en entrevues et sondages. Comme dans le « bon vieux temps », pas si lointain, où le PQ était au pouvoir.

La courte histoire de ce parti continue de s'écrire.

Un jour, des péquistes de la première génération ont décidé que Pierre Marc Johnson n'était pas un authentique souverainiste. Il leur a multiplié les professions de foi, mais ils ont refusé de le croire.

Puis ils ont cherché les « signes évidents » que leur condamnation était fondée. Prémis coupable, défendez-vous ! Il nous faut des boucs émissaires, en plus de l'« étapist » Claude Morin, et nous les aurons !

En novembre 1984, M. Lévesque et une majorité de ses troupes acceptent le « beau risque », la main tendue par les conserva-

teurs récemment élus à Ottawa. Sacrilege ! Dialoguer avec des « fédéraux ». Tenter de s'entendre avec des « bleus ». Il faut qu'il y ait du Johnson-fils-de-premier-ministre-bleu là-dessous ! Et il faut que M. Lévesque soit bien malade pour se laisser entraîner au bord de ce ravin !

L'éclatement de 1984

Ce profond désaccord débouche sur la grande rupture. D'idéologies et de générations. Des péquistes de la première heure claquent la porte. Sept départs du coup, dont ceux de gens jusque-là essentiels à ce parti : Camille Laurin et Jacques Parizeau.

Ce sont cependant les électeurs qui ont le dernier mot. Ils les remplacent à l'Assemblée nationale par sept députés libéraux, comme ils l'ont fait une vingtaine de fois pendant le régime péquiste. Le véhicule n'avance pas plus vite que la « cause ».

D'autres péquistes de la première heure demeurent toutefois derrière M. Lévesque, le « grand démocrate » que tous s'entendaient à vanter la semaine dernière. Les Bédard, Garon et Landry restent avec la relève. Avec les Johnson, Chevette et Pauline Marois.

Les sondages ne suivent pas le rythme de la relance économique. L'usure du pouvoir est perçue. M. Lévesque passe la main à la relève.

Parti, il ne se mêle plus de ce qui fut sa « cause » et son véhicule. Démocrate, respectueux des générations montantes. Il a sûrement ses idées sur la tournure des événements, mais il garde ses avis pour lui. Il n'est pas du genre à régler des comptes dans ses mémoires. Juste de la subtilité entre les lignes.

La chaloupe de sauvetage

Au gouvernail de la barque, après le naufrage électoral du paquebot, M. Johnson ne cesse de rappeler au gouvernement Bourassa que « l'existence du Québec est plus que fragile face à l'américanisation, au déclin démographique, au recul du français et à l'écart qui grandit entre riches et pauvres ». Il a ainsi résumé en partant, mardi, ses deux ans d'opposition.

Mais cette barque, des rescapés minoritaires, de concert avec des fugitifs restés au port, n'ont jamais cessé de la « brasser ». De « faire des trous dedans », paralysant parti, membres, bénévoles, parlementaires et... chef.

M. Johnson a été patient. Il a encaissé les sarcasmes de M. Bourassa. Son mandat l'exigeait. Mais la coupe a débordé devant la mutinerie. Il quitte la barque, avec les trous dedans. Parce que, s'il reste, il ne voit venir que « divisions et maux infligés absurde-ment ».



Jean Garon



Camille Laurin

M. Johnson plonge, mais il n'est pas « poisson » pour autant. Les éventuels candidats à sa succession sont encore au port. Ils ont vécu la tempête à l'abri. Ils sont maintenant obligés de se mouiller. On verra bien. Si M. Parizeau, si M. Laurin, si M. Landry, si Mme Marois...

Le dilemme des survivants

Les 22 qui restent au large sont trempés jusqu'aux os. Majoritairement marins de la nouvelle génération de péquistes, ils sont placés devant des choix douloureux. Se jeter à la mer eux aussi. Ou colmater les brèches pratiquées tant par certains d'entre eux que par d'ex-collègues bien au sec.

Grave dilemme. Posé devant ces libéraux qui n'attendent que le déclenchement d'élections partielles pour tâcher de faire élire

un centième, un cent-unième puis un cent-deuxième des leurs.

« Chicanes incessantes », disait M. Johnson en plongeant. Refus constant des règles démocratiques. Mutinerie au nom de la « cause ». Menottes au capitaine.

Le prochain perdra d'autres braves marins « démoralisés », comme disait Jean-Pierre Charbonneau.

De quel clan seront-ils ? Cela dépendra du vainqueur.

Des « révisionnistes » convaincus, comme on a appelés ceux qui ont pris le virage derrière MM. Lévesque, Johnson et Chevette ? Ou des « orthodoxes » désespérés parce que le départ soudain de M. Johnson aura dissuadé d'éventuels « grands timoniers » de partir à la recherche de la barque égarée.

Une génération de péquistes ou une autre ?



Gérard Godin



Denis Lazure



René Lévesque a également connu des moments heureux avec son équipe. On le voit ici en compagnie de son ministre Jacques Parizeau, alors qu'ils annoncent l'injection de \$700 millions dans l'économie du Québec.

Spectacle oceanique

B 5

Le 70^e anniversaire de la Révolution d'octobre a donné lieu au traditionnel défilé militaire mais ce qui a surtout étonné les observateurs, c'est la discussion libre à laquelle se sont livrés les délégations de 160 partis politiques.



Les prix du Québec

Chimiste de réputation internationale, Pierre Deslongchamps a fait avancer à grands pas la science des composés du carbone. Il vient de recevoir le prix Marie-Victorin 1987.

B 6



Reagan: une année de trop

Les Américains sont prêts à remplacer Ronald Reagan mais malheureusement, ils sont condamnés à vivre dans l'ombre de leur futur ex-président jusqu'en janvier 1989. Reagan doit maintenant gouverner au centre pour éviter les échecs.



B 7

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Michel Roy
éditeur adjoint

Claude Gravel
directeur de l'information

Jean-Guy Dubuc
editorialiste en chef

Éditorial

Justice et réformes

Après la mort du jeune Anthony Griffin, tué par balle devant un poste de police, les Montréalais n'exigent rien de moins qu'une enquête complète qui fera toute la lumière sur cette tragique affaire.

Ce qui signifie que l'agent qui a ouvert le feu et causé la mort de l'adolescent doit être déferé à la justice comme tout autre citoyen. Le public n'admettrait pas qu'un traitement particulier lui soit réservé. Le cas échéant, on finirait par croire à l'adage populaire voulant que les policiers jouissent vraiment de l'impunité dans cette société.

Les Montréalais demandent aussi, et avec insistance, que soient prises à l'intérieur du Service de la Police de la CUM les mesures de redressement qui s'imposent: à l'égard des directives quant à l'usage des armes à feu (manifestement bafouées mercredi à Notre-Dame-de-Grâce); des relâchements de la discipline; des actes de brutalité envers des citoyens; d'une conduite qui trahit la xénophobie, sinon toujours le racisme, envers certaines minorités; de l'arrogance des hommes et des femmes qui se croient, derrière l'uniforme et le pistolet, au-dessus des lois, ce qui les porte à bousculer les citoyens, moralement et autrement.

Les Montréalais souhaitent en outre que leurs griefs et leurs requêtes au sujet de la conduite des policiers soient entendus par un Comité de la Communauté urbaine dont la majorité des membres soient des personnes recrutées à l'extérieur de la Police. Toute commission dominée par la Police aura naturellement tendance à disposer des plaintes sans un examen approfondi.

À la suite de cette tragédie, il serait grossièrement injuste de condamner l'ensemble de la force policière de la CUM. La grande majorité des agents et des officiers accomplissent au mieux leur travail. Mais il faut déplorer une forme de laxisme qui se manifeste jusque dans l'entourage du directeur, M. Roland Bourget. Comment expliquer autrement que celui-ci ait pu consulter le dossier du policier suspendu sans y voir des pièces capitales sur le passé de l'agent? Quelqu'un avait-il intérêt à saboter le travail du chef qui eut le courage d'affronter la presse après le drame de Notre-Dame-de-Grâce? Voulait-on soustraire à la vue de M. Bourget des documents compromettants pour l'agent?

M. Bourget, il importe de le dire maintenant, a exercé avec intelligence et fermeté l'autorité nécessaire à la tête du Service de la Police. Issu du rang, cet homme a fait la preuve de ses aptitudes depuis sa nomination. Mieux que quiconque, il connaît et comprend les policiers, et parvient à réaliser des réformes sans provoquer la révolte dans les postes. Ainsi, il s'est attaqué au problème difficile des rapports entre la Police et les minorités visibles. Il a tenté, avec un succès hélas limité, de recruter des policiers dans la communauté noire. Il doit poursuivre encore ses efforts.

Mais, avec toutes ses qualités morales et professionnelles, M. Bourget ne peut à lui seul améliorer le fonctionnement d'un service dont tous les membres, de l'agent au capitaine, font partie d'un même Syndicat. Il est évident que cette structure a acquis dans la Police une force et un pouvoir démesurés.

Outre les enquêtes internes déjà en cours, l'enquête publique que doit bientôt présider le coroner devrait porter sur tous les aspects que celui-ci jugera utile d'examiner, à l'intérieur comme à l'extérieur du service. Le Solliciteur général peut au besoin lui conférer des pouvoirs accrus pour lui permettre de faire cette enquête de manière complète et dans un délai raisonnable.

De ces démarches publiques, la population attend d'abord que justice soit faite, puis que s'engagent à la Police les réformes pertinentes.

Michel ROY

À petits pas

Pendant qu'est annoncé le programme de la visite du Secrétaire général Gorbatchev aux États-Unis émanant de Genève des nouvelles assez peu encourageantes concernant l'allure que prennent les négociations entre les deux Grands sur les armes nucléaires.

Certains augurent que l'impasse est si complète que le sommet entre le numéro un soviétique et le président Reagan pourrait perdre tout objet. Ces vues sont peut-être excessivement pessimistes, si elles ne sont pas inspirées par le vœu secret que les négociations et le sommet ne donnent rien. Mais il est certain que la proximité du 7 décembre stimule le sentiment d'urgence.

On sait que la rencontre prévue à Washington doit donner lieu à la signature d'un accord sur l'élimination des forces nucléaires intermédiaires (FNI). Pour dire les choses d'une manière un peu simpliste, les Grands se proposent de démolir l'équipement qu'ils s'étaient donné en 1980. Apparemment, il n'est pas plus simple de démolir que de construire...

Depuis plusieurs mois, on sait que les négociations risquent d'achopper à la phase d'inspection ou de vérification de l'élimination des engins, au cours de laquelle les deux parties s'assurent que les suites convenues seront données sans tricherie à l'entente.

Il est assez difficile de suivre le discours, c'est-à-dire le cheminement des deux protagonistes qui, ainsi qu'il arrive souvent dans des négociations, paraissent renier des positions antérieurement annoncées, revenir en arrière ou changer carrément d'attitude.

Les patrons n'aiment pas d'habitude ouvrir leurs livres aux syndicats. Les Russes n'ont pas l'habitude de laisser un ennemi potentiel s'approcher de leurs installations militaires. Ils s'y sont résolus pourtant, à un moment où les Américains, à leur tour, se sont mis à trouver peu exaltante la perspective de voir des inspecteurs soviétiques à la porte de leurs usines...

La panne constatée à Genève sera peut-être corrigée dans les prochains jours, à temps pour l'échéance du 7 décembre. Peut-être les hésitations s'expliquent-elles par un manque de confiance réciproque, voire par les vents contraires qui soufflent aussi bien au Kremlin qu'à la Maison-Blanche.

Les réformes entreprises par M. Gorbatchev sont des réformes à haut risque. Haut risque pour lui.

Mais chez Reagan aussi la saison est fertile en courants d'air. Le président est obligé de composer avec le Congrès, pendant que la Défense étrenne en M. Carlucci un nouveau chef, en remplacement de Weinberger.

Aux yeux des négociateurs soviétiques, les Américains ont le tort de trop s'intéresser au missile intercontinental SS 25, au point de vouloir l'inclure dans le programme d'inspection.

D'après les Moscovites, cet engin appartient à une autre catégorie d'armement, dont la réduction pourrait être décidée ultérieurement. Il s'agit des arsenaux stratégiques. Les capitales européennes (notamment Paris et Bonn), tout en se réjouissant de la tenue du sommet de Washington, ont demandé instamment une réduction de 50 p. cent des armements stratégiques.

Cette autre phase du désarmement pourrait se révéler plus ardue que la première. Le traité INF, que doivent signer en décembre les deux Grands, ne touche que quatre pour cent des arsenaux.

Guy CORMIER



(Droits réservés)

TRIBUNE LIBRE

Pour sauver des vies

Suite au décès d'un jeune garçon de 12 ans heurté par une automobile il y a quelques jours, certaines personnes ont reproché au policier de la CUM, semble-t-il, de ne pas avoir exercé les techniques de premiers soins à son arrivée sur les lieux. Je désire signaler certains faits inconnus du public.

Je viens de commencer ma 17^e année comme policier (pas à la CUM). Or, depuis ma sortie de l'Institut de police, jamais je n'ai eu la chance de me faire rafraîchir la mémoire sur les cours de premiers soins; je ne me rappelle à peu près rien, et je n'ose pas, de ce fait, m'aventurer sur un terrain

glissant... Et je ne suis pas le seul! Nous nous occupons principalement de demander l'ambulance, de reconforter le blessé, de voir au service d'ordre.

Même si j'ai fait plusieurs demandes verbales et écrites pour suivre le cours: RIEN. Nos patrons ont un budget à ne pas dépasser et... des statistiques à toujours dépasser. Le temps gagné à ne pas suivre ce cours est du temps de plus pour notre «production» et, surtout, une chance de moins d'être poursuivi pour avoir mal accompli un acte médical «pour lequel nous ne sommes pas qualifiés». Il est regrettable que les dollars passent avant la vie humaine!

Ces cours devraient commencer à la petite école.
Réal TREMBLAY
Loretteville

La CECM sur la bonne voie

Le MÉMO cherche à nous faire accepter un rapport de cause à effet entre l'élection de commissaires et la débâcle en matière d'éducation. N'est-ce pas plutôt le ministère, l'instigateur de tous les changements de programmes depuis 1964?...

En outre, la CECM doit faire face à deux particularités que n'ont pas à rencontrer les écoles d'autres régions: pluralisme ethnique et caractère de grande métropole, comme région.

Et puis, sollicités de toutes parts par des activités plus intéressantes les unes que les autres, les écoliers n'ont pas souvent envie de s'appliquer à

l'étude. Alors, c'est aux professeurs qu'incombe, en partie, le rôle d'éveiller chez eux l'intérêt et le goût de l'étude.

Les commissaires, conscients des chocs encaissés par les étudiants au cours des pseudo-réformes, ont jugé nécessaire de ne pas entreprendre de changement important dans l'immédiat. Cela n'aurait fait que déboussoler à nouveau nos écoliers.

Toutefois, ils visent l'amélioration du rendement scolaire en augmentant le volume des leçons et des devoirs, ce qui génère un effort quotidien. Les dernières réformes se sont avérées efficaces, puisque même Mme Lorraine Pagé, de l'Alliance des professeurs, affirme: «Les progrès constatés sont si-

gnificatifs et très encourageants».

Je ne veux pas que mes enfants servent de cobayes aux syndicats qui n'ont de réel souci que la négociation d'une bonne convention collective! Donc, le 15 novembre, j'irai voter pour un représentant de la CECM, dans mon quartier, qui veut une école catholique de qualité.

Louise BOURGOUIN
Montréal

«Le Déclin», un autoportrait

Contrairement à Dominique Blain et Nicolas Tremblay, de Longueuil (Tribune libre, 4 novembre), je désire féliciter Monsieur Denys Arcand, proclamé «Personnalité de l'Année» par La Presse.

Le Déclin de l'Empire américain est un long métrage qui est tout, sauf décadent. A mon humble avis, Le Déclin n'est rien d'autre qu'un film des années quatre-vingt décrivant des êtres humains de chair et de sang. Sans concessions, Monsieur Arcand nous a livré un portrait de nous-mêmes, que ça plaise ou non.
Richard GERVAIS
Montréal

Boulevard René Lévesque?

J'aimerais faire part de mon opposition à la suggestion récente (La Presse, 6 novembre) que le boulevard Dorchester ou la rue Sherbrooke soit rebaptisé(e) en l'honneur de

René Lévesque. Le changement de noms de rues dans une ville aussi grande que Montréal ne peut que créer confusion inutile, porter atteinte aux traditions du quartier et au patrimoine municipal.

Je propose en lieu et place que les autorités de la ville considèrent sérieusement que la bibliothèque municipale ou l'aéroport international de Mirabel soit baptisé(e) à la mémoire de M. Lévesque, qui était à la fois un lecteur passionné et un voyageur invétéré. En considérant ces possibilités, l'ancien Premier ministre recevrait à juste titre toute la reconnaissance à laquelle il a droit sans créer de confusion et des dépenses inutiles.

Je suis convaincu que la présente administration municipale sera sensible à de pareils arguments, surtout qu'elle s'est activement impliquée dans la bataille concernant le nom du parc Jarry, bataille que j'ai fermement supportée pour les mêmes raisons.
Robert Wilkins
Montréal

N.B.
La Presse publie sous cette rubrique les lettres qui répondent aux conditions suivantes: intérêt, concision, signature, nom complet, adresse et numéro de téléphone. Elle se réserve le droit de les abréger et privilégie celles qui font suite à des articles publiés dans La Presse. Les adresses comme suit: Tribune Libre, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

LECTURE

L'éclipse libérale 1966-1970

PIERRE VERNAT

Plusieurs tranches de l'histoire politique récente du Québec restent encore à écrire. Ou à compléter. Particulièrement sur la période entre la défaite de Jean Lesage, en juin 1966, et l'arrivée au pouvoir de René Lévesque, en novembre 1976.

La plupart des ouvrages écrits sur cette époque portent sur la courte ascension du Parti québécois vers le pouvoir entre la formation du Mouvement souveraineté-association, en 1968, et la prise du pouvoir, huit ans plus tard. Quelques-uns, comme l'excellent livre de Pierre Godin, analysent le gouvernement Johnson, mais ils sont rares. Encore plus rares sont les ouvrages sur l'Union nationale de l'après-Johnson, c'est-à-dire sur le passage de Jean-Jacques Bertrand à la tête du gouvernement et celui de Gabriel Loubler comme chef de l'opposition officielle. Dans ce sens-là, le témoi-

gnage de Jean-Paul Lefebvre, collaborateur occasionnel dans nos pages, est précieux. Il est l'un des rares à décrire le climat qui régnait au sein du Parti libéral du Québec, chez ceux qui s'opposaient à la fois à la thèse nationaliste de René Lévesque et au conservatisme dominant du Parti libéral à ce moment-là.

L'histoire n'a tendance qu'à retenir le nom des vainqueurs ou celui des grands vaincus. Elle oublie vite le nom des réformateurs qui n'ont pas réussi. Ou de ceux dont les idées ont été reprises plus tard par d'autres, à qui on a accordé tout le mérite. C'est un peu le cas de Jean-Paul Lefebvre.

Élu pour la première fois en juin 1966, il arrivait à l'Assemblée nationale parmi une députation vaincue, en proie à des dissensions internes. Lui qui rêvait de poursuivre la Révolution tranquille, notamment en éducation des adultes, se retrouvait au sein d'un parti qui, constatait-il, n'était plus à gauche. Ni même au centre, mais résolument à droite.

«Notre parti, en dépit des apparences, est dominé par un groupe très fermé, à la fois au point de vue de l'âge et du milieu social», déclarait-il au caucus du parti qui s'est tenu en décembre 1967.

Analysant la situation d'alors, Lefebvre se rend compte que «la période de la Révolution tranquille fut une succession de pressions de gauche, de droite et du centre, où chacun des ministres tentait d'obtenir l'adhésion du chef du gouvernement et de ses collègues en faveur des politiques de son ministère. On n'a vraiment pas l'impression que le travail d'équipe y fut florissant. Le gouvernement Lesage n'apparaît avoir été mu de l'extérieur plus encore que de l'intérieur.»

Normalement, Jean-Paul Lefebvre aurait dû se retrouver dans le camp d'un René Lévesque. Sur le plan social, il l'a été. Mais farouchement anti-nationaliste, partisan de Jean Marchand comme successeur de Jean Lesage, il était plus

près de Trudeau, Pelletier et Marchand que des libéraux provinciaux.

«Ayant vécu moi-même la difficile expérience de défendre des idées de réforme et de changement dans le cadre d'une formation où la tendance conservatrice est nettement majoritaire, je puis comprendre l'inconfort d'un René Lévesque dans le Parti libéral du Québec», écrit-il.

Arrivé au Parti libéral du Québec, à la fois trop tard et trop tôt, Jean-Paul Lefebvre est passé en météore sur la scène politique québécoise et a vite été oublié. En juin 1966, la Révolution tranquille était déjà terminée. Mais rien ne laissait entrevoir ni le premier, ni le second règne de Robert Bourassa auxquels Lefebvre ne fut associé en aucune façon.

«Sa version des événements mérite toutefois d'être lue.

Entre deux fêtes, Jean-Paul Lefebvre, Éditions Internationales Alain Stanké, 227 pages.



Jacques Parizeau sera-t-il tenté de fonder un nouveau parti, avec l'appui de plusieurs des ses anciens collègues et de milliers de militants qui ont quitté le PQ plutôt que de reprendre en main un Parti Québécois mal en point et dont certains mandarins ne veulent pas de lui?

PHOTO JEAN-YVES LETOURNEAU



Lysiane Gagnon

Les chefs jetables

Après avoir laissé son nom courir sur les lèvres de tous ceux qui rêvaient de détrôner à son profit le chef élu du Parti québécois, après avoir lui-même, en interview, flirté avec l'idée d'un retour en politique, Jacques Parizeau est maintenant pris à son propre jeu.

La démission abrupte de Pierre Marc Johnson n'entraîne pas dans les calculs des députés contestataires, ni des anciens ministres en rupture de ban avec le PQ. Leur scénario prévoyait que Johnson conduirait ses troupes aux prochaines élections... qu'il perdrait selon toutes probabilités, et après on en disposerait. Il y avait les couches jetables, les rasoirs jetables. Il y a maintenant les chefs jetables. Mais, surprise, avant d'être jeté à l'heure qui aurait fait l'affaire des *putchistes*, M. Johnson s'est expulsé à son heure à lui.

Putsch, le mot est fort, mais comment qualifier autrement l'opération qui consistait à permettre à une minorité de militants... dont les mieux connus ne sont même plus membres du parti depuis trois ans, d'orchestrer le renversement d'un chef élu au suffrage universel des membres du parti, et qui défendait un programme entériné il y a six mois seulement par 85 p.cent des délégués au congrès?

La manœuvre, déjà drôlement antidémocratique, a frôlé l'indécence quand on a commencé à exploiter la mort du fondateur du parti.

À deux pas du cercueil, l'ancien premier ministre que Gerald Godin reprenait sa guérilla publique. Sur le parvis de l'église où s'achevait la dernière messe en l'honneur de M. Lévesque, l'ex-ministre Denis Lazure réclamait la démission du chef d'un parti qu'il a lui-même déserté il y a trois ans. Le soir même, il y avait, chez l'ancien ministre Marcel Léger, une réunion d'anciens ministres «orthodoxes» (MM. Laurin, Lazure, Paquette, Mme LeBlanc-Bantey, etc, aucun n'étant membre du PQ sauf MM. Marois et Landry), où l'on a discuté de la façon de tenir le parti en vie jusqu'au moment où M. Parizeau déciderait que l'heure du plébiscite est venue. C'est du moins ce qu'on espérait, et pour le convaincre de plonger, M. Léger, qui s'est recyclé dans l'industrie des sondages, avait fait faire dès la mi-octobre, donc bien avant la première sortie publique de Gerald Godin, un sondage montrant que le PQ serait plus fort avec Parizeau qu'avec Johnson.

Dans le climat d'émotivité qui prévalait durant la semaine des obsèques, nombre de gens ont sauté à une conclusion sans rapport avec la réalité, soit que la mort du fondateur du PQ allait avoir un effet magique, ranimer à jamais la flamme indépendantiste et effacer les résultats du référendum. Dans cette catharsis, M. Parizeau devenait l'héritier authentique du grand disparu, et M. Johnson, le bouc émissaire.

Pourtant, s'il y a un héritier idéologique à René Lévesque, c'était Johnson bien plus que Parizeau!

En réalité, même si les deux hommes s'estimaient profondément, MM. Parizeau et Lévesque ont toujours vu la souveraineté de façon diamétralement opposée. Si M. Parizeau n'avait soigneusement évité d'entrer en confrontation avec son chef en s'abstenant à chaque congrès de participer aux débats majeurs sur la question, ce dernier l'aurait consacré au même titre que les «radicaux» qu'il haïssait si farouchement. M. Parizeau, esprit cartésien amateur de clarté, a toujours été un indépendantiste «pur et dur», partisan d'une monnaie séparée et d'une élection référendaire, tandis que M. Lévesque, qui aimait l'équivoque, a toujours été proche des positions étiapistes et pragmatiques d'un Claude Morin.

Le profond désaccord entre MM. Lévesque et Parizeau, jusque là occulté par les exigences du pouvoir et l'indéfectible loyauté du second envers le premier, s'est manifesté quand M. Parizeau a démissionné du cabinet et du parti pour protester contre le virage fédéralisant amorcé par M. Lévesque lui-même (et non, comme certains veulent le croire, par M. Johnson, qui n'était alors qu'un jeune ministre soumis à l'autorité du premier ministre). Ce virage, qui consistait à prendre «le beau risque» du fédéralisme renouvelé en renvoyant la souveraineté à l'état d'espoir flou et lointain, menait tout droit à la thèse de «l'affirmation nationale» proposée par M. Johnson en 86 et entérinée par le parti.

Il est vrai que M. Johnson n'avait pas réussi, comme chef de l'Opposition, à faire décoller le PQ, et que ce rôle ne correspondait pas à son tempérament. Mais le défi était presque impossible. On dit souvent que ce n'est pas l'opposition qui gagne, ce sont les gouvernements qui se battent eux-mêmes. Or, le gouvernement Bourassa reste fort populaire et à moins d'événement imprévu, s'oriente vers un second mandat.

M. Johnson n'était pas du tout dans la position d'un John Turner par exemple, à qui l'on peut reprocher son incapacité à tirer profit de l'extrême faiblesse du gouvernement Mulroney. Autre différence entre MM. Turner et Johnson: le premier a commis gaffe sur gaffe durant la campagne électorale fédérale de 84. Le second, au contraire, a fait une bonne campagne aux élections provinciales de 85, restant jusqu'à la fin plus populaire, sur le plan personnel, que M. Bourassa. Tout indique que sans lui, le PQ aurait perdu encore davantage de comtés.

Le PQ se laissera-t-il revirer une fois de plus comme une crêpe pour se livrer à une autre «révision idéologique» conforme aux désirs d'un nouveau chef? M. Parizeau sautera-t-il ou non dans la mêlée? Quoiqu'il fasse, il risque gros.

S'il refuse de briguer les suffrages, il sera accusé d'avoir moralement autorisé (ne serait-ce qu'en ne le condamnant pas publiquement) le sabotage de l'autorité du chef élu du PQ, pour ensuite laisser à ses misères un parti décépité.

S'il accepte, comme le prévoient ceux qui parient sur son «sens du devoir», il héritera d'un parti dont la direction et la majorité des militants et des députés étaient acquis à Johnson et à une stratégie de nationalisme tempéré. Il héritera d'un parti lourdement endetté et affaibli à l'heure où le taux de satisfaction envers le gouvernement Bourassa reste très élevé. S'il veut être fidèle à ses convictions, il devra proposer à un parti qui s'est modéré avec le temps, et à une population où la ferveur souverainiste est encore moins vive qu'apparavant, un retour à l'indépendantisme radical des années 60.

Il n'est pas évident que les indépendantistes «orthodoxes», de retour au PQ, y seront plus efficaces qu'au PI et au RDI où ils végètent sans appui populaire depuis trois ans. Pas évident non plus que les appuis nombreux dont jouit l'ancien ministre des Finances, dans les milieux d'affaires notamment, lui resteront acquis une fois qu'il sera devenu le champion de l'indépendance.

Le défi de Jacques Parizeau



PIERRE GRAVEL

Tout indique que les instances supérieures du Parti québécois n'ont nullement l'intention de «donner» le parti à Jacques Parizeau sur un plateau d'argent. Heureusement pour lui car il pourrait bien s'agir d'un cadeau empoisonné!

Au moins la moitié du caucus parlementaire, la plus grande partie de l'appareil du PQ et, si l'on en croit les votes enregistrés lors du dernier congrès, l'immense majorité des membres actuels solidaires de Pierre-Marc Johnson et auront longtemps sur le cœur les grenouillages de ceux qui ont précipité son départ.

Dans ce contexte, et dans l'hypothèse où M. Parizeau serait tenté de reprendre le service pour faire avancer la cause de l'indépendance, on voit mal pourquoi ce dernier irait s'emparer à la tête d'un parti qui, pour l'instant, ne veut pas de lui. Une formation aux structures lourdes et complexes, profondément déchirée de l'intérieur, en sérieuses difficultés financières et qui, selon toutes les apparences, est voué à une défaite retentissante aux prochaines élections.

Si, au terme des consultations qu'il mène présentement, l'ex-minis-

tre des Finances sent qu'il dispose d'un appui significatif chez un certain nombre d'actuels députés péquistes, d'ex-ministres orthodoxes et de vieux militants qui ne se reconnaissent plus dans le PQ, il pourrait bien être plus tentant pour lui de reprendre le combat mais à la tête d'une nouvelle formation politique.

Abandonnant le PQ à ses problèmes existentiels, M. Parizeau pourrait lancer une sorte de «qui m'aime, me suive!» à tous ceux qui le réclament et reprendre la lutte pour l'indépendance au point où elle était au début des années soixante-dix. Là où, à l'instigation de Claude Morin et au nom de savantes stratégies étiapistes, le PQ l'a troquée contre la possibilité de prendre le pouvoir à court terme.

Deux ans ont suffi à René Lévesque, entre la fin de 1967 et 1970, pour fonder successivement le MSA puis le PQ, «rassembler» autour de lui toutes les énergies nationalistes et, finalement faire élire sept députés à sa première tentative sur la scène électorale.

M. Parizeau dispose aujourd'hui d'à peu près le même délai. Mieux encore, il pourrait vraisemblablement compter dès le départ sur une aile parlementaire composée des Godin, Harel, Claveau, Desbiens, Perron, etc. Il pourrait également profiter de l'expérience acquise par le PQ sur le plan des structures pour imaginer un mode de fonctionnement qui allierait mieux les impératifs démocratiques et la souplesse nécessaire à une formation de combat. Il ferait en outre l'économie de toutes les

énergies qu'il lui faudrait déployer, s'il prenait la direction du PQ, pour panser les plaies profondes résultant de la crise actuelle et refaire un minimum d'unité dans un parti qui en manque de façon criante.

À cause de son charisme, de sa forte personnalité, de sa crédibilité en matière économique, Jacques Parizeau serait probablement le seul homme politique actuel capable de réussir ce que les Pierre de Bellefeuille, Denise LeBlanc-Bantey et autres Gilles Rhéaume ne sont jamais parvenus à réaliser: faire lever de terre un authentique parti indépendantiste.

Et surtout, la prochaine échéance électorale ne serait pas autant une épée de Damoclès sur la tête d'un Parizeau chef d'un nouveau parti que sur celle d'un Parizeau chef du PQ. Son seul vrai défi serait de faire au moins aussi bien que le PQ à son premier essai, en 1970.

Bien sûr, la seule recherche de l'indépendance ne constitue pas en soi un programme électorale. Mais avec Bernard Landry, Denis Lazure, Pierre de Bellefeuille, Camille Laurin, éventuellement Pierre Marois et plusieurs autres anciennes vedettes du PQ cet éventuel parti pourrait, sans difficulté, articuler une problématique de l'indépendance reposant à la fois sur un programme de type social-démocrate et sur une stratégie de développement économique.

À court terme, ce nouveau parti aurait sans doute du mal à se démarquer de celui de Robert Bourassa sur

la question fondamentale du libre-échange. MM. Parizeau et Landry se sont déjà rangés du côté du premier ministre dans ce dossier, prenant résolument une position contraire à celle du Parti québécois et de Pierre Marc Johnson. Or, ce sujet alimentera sans aucun doute les grands débats politiques des prochaines années. C'est un projet qui a déjà reçu l'appui enthousiaste de ceux que Jacques Parizeau a décrits comme «la garde montante du Québec»: les milieux d'affaires et plus particulièrement la plupart des chefs de PME.

À moyen terme cependant, et dans la perspective «longue marche» où l'indépendance politique viendrait «compléter» un programme fortement axé sur le développement économique, M. Parizeau pourrait, dans quelques années, trouver dans ces milieux de précieux appuis. Car c'est plutôt Robert Bourassa à la tête d'un gouvernement élu pour un deuxième mandat qu'il sera appelé à combattre. Et l'histoire démontre que c'est presque toujours après avoir été reporté au pouvoir qu'un gouvernement commence à connaître ses principales difficultés.

Et d'ici là, un Jacques Parizeau à la tête d'un nouveau parti aux objectifs clairement définis aurait au moins le mérite de dissiper l'ambiguïté qui caractérise actuellement le PQ. Et celui de pouvoir enfin savoir, d'une élection à l'autre, si le nombre de «caribous» a tendance à augmenter. Ou à diminuer.

Les élections à la CÉCM: un choix entre deux écoles



ANDRÉ PRATTE

Les Montréalais éliront demain les 19 personnes qui, comme commissaires de la Commission des écoles catholiques de Montréal, administreront pour trois ans l'éducation de 95 000 enfants.

Ils ont le choix entre deux équipes: celle du Mouvement scolaire confessionnel (MSC) et celle du Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO). La première est essentiellement composée de commissaires qui sont en poste depuis sept ans ou plus. À 37 ans, le président de la commission Michel Pallascio est le plus jeune du groupe dont plusieurs sont dans la cinquantaine et la soixantaine. Seulement quatre des commissaires ont encore des enfants à l'école. Du côté du MEMO, les candidats sont dans quarantaine, et 14 sur 19 ont des enfants à la CÉCM.

Mais les Montréalais ont surtout à choisir entre deux types d'écoles. Deux écoles fondamentalement dif-

férentes quant à la place de la religion, à l'orientation donnée à l'éducation sexuelle et aux moyens pris pour redresser les notes des élèves.

Caractère catholique

Le Mouvement scolaire confessionnel a été fondé par des organisations catholiques en 1973 pour faire élire des commissaires qui préserveraient, voire accentueraient le caractère catholique des écoles de Montréal. Majoritaires depuis 10 ans à la CÉCM, les commissaires du MSC ont lancé en 1985 un plan de promotion des valeurs chrétiennes. En vertu de ce plan, la Commission a encouragé, entre autres financièrement, l'organisation d'activités religieuses dans les écoles.

Le MEMO ne propose pas qu'on n'enseigne plus la religion dans les écoles, contrairement à ce qu'aiment bien laisser entendre les commissaires sortants. À cet égard, le MEMO dispose d'un argument massue: la candidature sous sa bannière d'un prêtre catholique.

Ce que veut le MEMO, c'est que la commission consacre aussi des ressources à l'amélioration de la qualité des cours de formation morale laïque et à la tenue d'activités de morale laïque dans ses écoles.

Des commissaires du MEMO s'assureraient que les enfants pour qui les parents choisissent la formation morale plutôt que l'enseignement religieux ne se retrouvent pas dans le couloir pendant que leurs camarades suivent leur cours de religion. Les commissaires sortants jurent que de tels cas ne se produisent plus qu'exceptionnellement.

De l'orientation religieuse des deux groupes découle leur conception du rôle de l'école en matière d'éducation sexuelle. Les commissaires du Mouvement scolaire confessionnel veulent que ces cours respectent les préceptes de l'Église. Ainsi souhaitent-ils qu'on propose aux jeunes l'abstinence comme moyen pour lutter contre les maladies transmises sexuellement (MTS).

Les candidats du MEMO affirment que la prévention des MTS doit être une priorité pour l'école, et ils suggèrent que la commission scolaire paie les médicaments des jeunes atteints d'une telle maladie.

Les notes des élèves de la CÉCM sont en chute libre depuis 15 ans. Le MEMO en rend responsables les commissaires en place, qui auraient consacré tout leur temps à leur «guerre sainte». Les commissaires soulignent qu'ils ont adopté des me-

sures de redressement dès 1984. Mais ils vantent surtout les mérites du plan d'action qu'ils ont adopté cet automne. Parmi les mesures décidées: fourniture de manuels de base à tous les élèves d'ici trois ans, réduction du temps consacré aux activités parascolaires sans liens avec les programmes d'études et augmentation des devoirs.

Le MEMO déplore que ce plan d'action ait été élaboré sans que les parents et les enseignants soient vraiment consultés. Quant au contenu du plan, les candidats du MEMO s'opposent à ce qu'on augmente le travail à la maison dans les écoles des milieux défavorisés et soutiennent que l'école devrait organiser davantage plutôt que moins d'activités parascolaires.

Le MEMO s'est engagé à fournir à chaque élève un dictionnaire et une grammaire et à réduire le nombre d'enfants par classe dans les premières années du primaire. Des mesures irréalistes parce que trop coûteuses, selon les commissaires actuels. Les candidats du MEMO répondent qu'ils trouveront l'argent en éliminant le gaspillage à la CÉCM, mais ils ne peuvent dire où il y a du gaspillage ni combien coûtera la réalisation de ces promesses.

Les champignons géants



Une feuille de pissenlit de trois pieds de long et un champignon de 55 livres : une salade dure à avaler.

PHOTO IVAN LAMONTAGNE

de Three Mile Island

IVAN LAMONTAGNE
et SYLVIE GOURDE
collaboration spéciale

À Lancaster, en Pennsylvanie, il y a à l'entrée du petit parc municipal aux briques rouges de la rue Queen cette statue grandeur nature, mais plutôt banale, d'un homme assis sur un banc public, en train de lire son journal. Scène ordinairement quotidienne s'il en est une mais quel souci du détail! En regardant bien, on peut même lire la manchette du jour. Ici, l'artiste a choisi de graver une histoire vraie, une histoire incrustée profondément dans la mémoire des gens du coin : «EVACUATION MASSIVE, ACCIDENT NUCLEAIRE À THREE MILE ISLAND!»

Erica Atkins, blonde, longiligne, étudiante en médecine sportive, avait 10 ans lorsque l'accident s'est produit. «Les gens ont paniqué, personne ne savait ce qui se passait. Mon père est venu me chercher et, avec mon frère, nous sommes allés nous réfugier pendant trois jours à la Penn State University. Les gens disaient que Three Mile Island venait de sauter...»

Lancaster est pourtant située à plus de 150 kilomètres de Three Mile Island, bien au-delà du rayon d'évacuation de 15 kilomètres préconisé cette journée-là.

Depuis ce temps, à Harrisburg, capitale de la Pennsylvanie plantée à moins de 10 kilomètres de l'île maudite, les pages 16 à 23 du bottin téléphonique sont exclusivement consacrées à expliquer, en espagnol, en chinois et en anglais, les différentes mesures d'évacuation à observer en cas d'accident à la centrale de Three Mile Island, accidents qu'on a même pris soin de classer en cinq grandes catégories. Sur les édifices publics, les enseignes arborant les trois petits triangles orange propres à la radioactivité indiquent toujours la présence d'un abri. Installées au début des années 60, elles ont été repeintes et remplacées bien en évidence. Sur les pare-chocs des voitures, le message devient parfois plus incisif : «SHUT T.M.I.».



Eric Epstein, un Californien devenu directeur du groupe environnementaliste Three Mile Island Alert.

Mais dans son autobus qui nous conduit aux pieds de la centrale rebelle, Kathleen Howard, notre souriante guide-relacionniste, tient un tout autre discours. «Bon d'accord, le soubassement de l'Unité 2 est peut-être encore hautement radioactif, mais savez-vous au moins que les murs de béton et d'acier des édifices abritant les réacteurs de la centrale sont épais de quatre pieds et capables de supporter l'impact direct d'un Boeing 727 de 200 000 livres volant à 200 noeuds (l'aéroport de Harrisburg est à moins de 3 kilomètres), d'un tremblement de terre de 6,5 à l'échelle Richter ou même des vents de 300 MPH et surtout, qu'on a récemment répertorié au moins 45 chevreuils sauvages sur l'île? Voyez bien qu'il n'y a plus de danger.» Encore un peu et les touristes de l'autobus se mettaient tous à applaudir.

«Bullshit!» dit Eric Epstein, Californien dans la trentaine et directeur du groupe environnementaliste Three Mile Island Alert (TMIA). Ce sont eux les auteurs du «SHUT T.M.I.» qu'on retrouve sur les pare-chocs et de bien des «sit-in» organisés aux barrières du complexe. «On compte au moins une dizaine de décès prématurés et des dizaines de cas de cancer depuis l'accident. Et en plus, ils continuent de laisser échapper régulièrement des gaz radioactifs dans l'atmosphère. Du krypton-85 pour être précis. Mais ça, ils ne vous le diront pas! Tous les menteurs que je vous dis!».

De toute évidence, Three Mile Island n'a pas vraiment fini de régler ses comptes avec les quelque 600 000 résidents des cinq comtés avoisinant l'île et ses 140 000 évacués. Huit ans plus tard, écologistes, nucléos, psychologues, badauds, tous participent encore au débat. Et avec passion. PSHUIIIII! A VINGT MINUTES DU SYNDROME CHINOIS.

Tout a commencé, doit-on le rappeler, le 28 mars 1979 quand, à 4 h 37 du matin, une valve de pressurisation du réacteur est demeurée coincée en position ouverte permettant ainsi l'évacuation continue de l'eau servant à refroidir le réacteur. A découvert et privé de son refroidisseur (les pompes assurant le ravitaillement en eau étaient arrêtées) le cœur du réacteur s'est rapidement mis à surchauffer. A un certain moment, la température a atteint les 2 200 degrés centigrades, plus de 1 800 degrés au-dessus des températures dites «d'opérations ambiantes».

Dans la salle de contrôle, c'était la confusion et l'incrédulité. Personne n'a soupçonné la valve coincée et n'a pris au sérieux les données qui s'affichaient au tableau de bord. Même l'ordinateur central, surchargé et non programmé pour assimiler tant de signaux anormaux, s'était mis à imprimer... des points d'interrogation.

Un rapport de la Nuclear Regulatory Commission (NRC) confirmera plus tard que Three Mile Island était alors à 30 minutes de la catastrophe ultime, à moins d'une heure des 2 800 degrés C. Le cauchemar de tout propriétaire de centrale nucléaire. Le carburant, le dioxyde d'uranium, fond alors littéralement sous la chaleur intense, passe au travers cloisons et planchers et laisse échapper une importante quantité de radiations. C'est le «melt-down» ou, si vous préférez, le «syndrome chinois».

Le 28 mars 1979, en moins de trois heures, le soubassement de la centrale endommagée s'est re-

La compagnie affirme que la centrale est tout ce qu'il y a de plus sûr, mais doit maintenant le répéter plus souvent et avec plus d'insistance: les deux relationnistes de la centrale de 1979 sont devenus 40.

trouvé inondé d'un million de gallons d'eau hautement contaminée. D'après la General Public Utility, les opérateurs de la centrale, «la plus forte dose possible» de radiations qu'un individu ait pu recevoir à ce moment-là «n'a pas excédé les 100 millirems», soit l'équivalent de la dose de radiations naturellement absorbée chaque année par toute personne. Des effets nocifs sur la santé? «Undetectable», dira la GPU.

«Une technologie dépassée»

«Avant Three Mile Island, l'industrie nucléaire américaine était déjà mourante. L'accident du 28 mars 1979 n'a fait qu'accélérer l'agonie. Saviez-vous qu'il ne s'est pas commandé une seule nouvelle centrale nucléaire aux Etats-Unis depuis 1978?» Kennedy Maize est consultant en énergie au bureau de Washington de l'Union of Concerned Scientists, un groupe critique d'environ 100 000 membres fondé dans les couloirs du MIT de Boston en 1969 avec l'intention de surveiller de plus près le développement de l'armement et de l'énergie nucléaire américaine.

La NRC estimait récemment que les Etats-Unis avaient, au cours des 20 prochaines années, 45% de «chances» d'être à nouveau confrontés avec un accident aussi grave sinon pire que celui de TMI.

Kennedy Maize préfère plutôt parler des «clowns de la NRC» qui, depuis Three Mile Island, ont tellement réglementé l'industrie nucléaire qu'il n'est plus possible d'obtenir de permis d'exploitation. «Prenez Seabrook au New Hampshire ou Shoreham à Long Island, ils sont prêts à produire mais n'ont toujours pas de permis. Le problème, dit-il, c'est que la technologie actuellement utilisée dans nos centrales nucléaires est carrément dépassée («phase out»). Elle fait appel à beaucoup trop d'éléments instables. A Three Mile Island, inutile de jouer sur les mots, nous avons bel et bien eu un début de «melt-down». Le pire, c'est que l'industrie n'est même pas intéressée à mettre au point de nouvelles technologies. Nous sommes dans un cul-de-sac. Il faut entrevoir d'autres alternatives comme le charbon ou même votre hydroélectricité.»

Mais en attendant, il faut bien réparer les pots cassés. Les coûts de nettoyage de l'Unité 2 de Three Mile Island s'acheminent lentement vers le cap du 1\$ milliard. Plus de la moitié de cette somme a déjà été engloutie et à peine le tiers du travail est accompli. Aux abords de la centrale, un grand écriteau rappelle quotidiennement aux employés qu'il y a peut-être 76 000 livres de «carburant contaminé» retiré du réacteur mais qu'il en reste encore 200 000.

Et à chaque fois qu'une de ces cargaisons quitte Three Mile Island pour le dépôt de l'Idaho,

les écologistes de la TMIA ne sont jamais loin. Dans leur petit local en désordre de la rue Peffer, à Harrisburg, où les murs d'un vert malade sont tapissés de posters et de slogans pacifiques, Alert accumule depuis sa fondation en 1977 une abondante documentation sur leur ennemi juré.

Un pissenlit de trois pieds de long

Ici on n'a plus de doute. L'accident de mars 1979 a eu des conséquences désastreuses sur la santé des Pennsylvaniens. A preuve, tous ces scientifiques rapports et accablants témoignages qu'on laisse tomber volontiers sur la table. Il y a cette Mary Osborn qui habite à moins de cinq kilomètres de la centrale et qui raconte avoir découvert d'étranges mutations chez ses plantes comme une feuille de pissenlit de trois pieds de long. Sans oublier ce champignon de 55 livres dûment enregistré dans le livre Guinness des records!

Erica Atkins se souvient aussi des conséquences qu'a eues l'acci-

dent sur son entourage : «Une de mes tantes qui ne croyait pas en Dieu s'est aussitôt convertie persuadée que c'était la fin du monde. Elle demeurait à trois milles de la centrale. Et ma mère, elle, a fait une fausse couche...»

Une des dernières études, est celle du psychologue Andrew Baum de la Uniformed Services University on the Health Sciences de Bethesda, au Maryland. Pendant près de sept ans, Baum a scruté attentivement le comportement d'environ 80 personnes résidant dans les parages immédiats de Three Mile Island pour y découvrir chez 40 p. cent d'entre eux des signes évidents de stress chronique qu'on croyait jusque-là réservés... aux vétérans du Vietnam.

«Il n'y a, dit-il, que deux endroits au monde où l'on pouvait étudier ce genre de réactions. Ici et à Tchernobyl». A TMI, les symptômes sont tout aussi physiologiques que psychologiques : hypertension, difficulté de concentration, maux de tête, troubles cardiovasculaires, cauchemars, perte d'intérêt pour les activités extérieures. «Mais, s'empresse de préciser le chercheur, aucun des cas étudiés n'a présenté de désordre clinique apparent.»

Eric Epstein craint surtout que Three Mile Island ne sombre trop rapidement dans l'oubli «comme ce fut le cas pour Hiroshima». «Le plus important pour nous, dit-il, c'est de se rappeler qu'il y a eu au moins 2 000 poursuites judiciaires intentées contre le propriétaire de TMI à la suite de problèmes de santé, que leur plan d'évacuation est complètement irréaliste mais surtout, que nous avons été chanceux en 1979.»

Somber dans l'oubli? Certainement pas pour demain s'il n'en

tient qu'aux 438 888 touristes qui sont passés par les guichets du «visitor center» de Three Mile Island depuis 1979. On en avait accueilli à peine 150 000 pour la même période de temps précédant l'accident.

Véritable laboratoire géant procurant aux ordinateurs des données plus réalistes dans leurs projections de catastrophes du genre, Three Mile Island bataille aujourd'hui pour se refaire une beauté et une crédibilité. En mars 1979, la GPU ne comptait que deux relationnistes. Ils sont maintenant 40.

Voilà donc pour ces journalistes qui, disaient-ils durant les jours sombres suivant l'accident, «semblent avoir bien du mal à comprendre et à communiquer un sujet aussi technique...»

Côté sécurité, on a aussi décidé d'assigner beaucoup plus d'opérateurs par quart de travail en plus de les obliger à passer régulièrement une semaine intensive sur les bancs d'écoles du simulateur grandeur nature qu'on vient de construire au coût de 1\$ million.

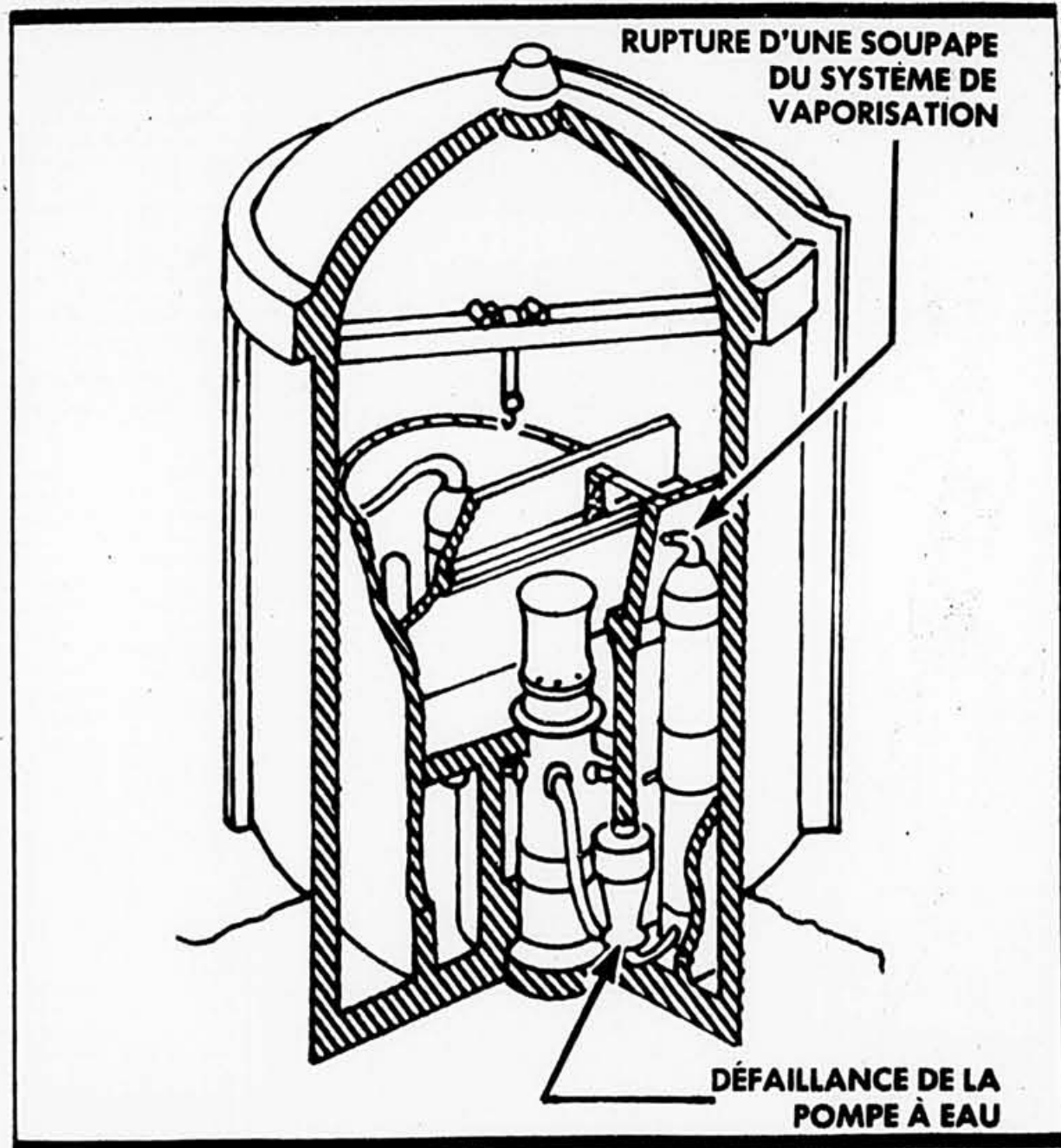
En quelque sorte, comme le dira notre guide en regagnant l'autobus, ce fut tout compte fait une «great learning experience» (une expérience qui en apprend beaucoup).

— A propos, où étiez-vous au moment de l'accident?

— «A Harrisburg, au high school. Jamais je n'oublierai cette journée. Tout le monde a paniqué. Même mon prof ne savait pas quoi faire...»

A great learning experience...

IVAN LAMONTAGNE
et SYLVIE GOURDE
sont des journalistes pigistes de Montréal.



Voici le réacteur nucléaire responsable de la catastrophe et un schéma expliquant les problèmes éprouvés.

PHOTO IVAN LAMONTAGNE

LE 70e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Un véritable spectacle oecuménique



LOUIS WINZITZER

collaboration spéciale

À l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la révolution, les délégations de 160 partis, communistes, socialistes, sociaux-démocrates, progressistes de tous genres et variétés — y compris les verts, le Neo-Destour tunisien, les travaillistes australiens, les anti-apartheid sud-africains — se sont retrouvés et ont discuté librement pendant 48 heures à tout propos.

Du jamais vu. Les socialistes — français, suédois, autrichiens et autres — n'étaient plus considérés comme des « sociaux-traitres ». Aucun sujet n'était tabou. Les célébrations du 7 novembre étaient, de toute tradition, vouées à la célébration du culte orthodoxe marxiste-léniniste. Voilà qu'il était transformé en spectacle oecuménique.

Pour un peu, on se serait cru dans la cour de la Sorbonne, en mai 1968, lorsque les soixante-huitards de tous crins — anars, maos, chrétiens de gauche, sociaux-démocrates, trotskistes — fraternisaient et tenaient des stands où on trouvait les œuvres de leurs maîtres-à-penser. Encore que les communistes, alors, avaient fait bande à part et avaient refusé de fraterniser avec les « gauchistes » de tout poil.

Même langage

Pour les Fêtes, on pouvait voir côte-à-côte des fossiles, tels Jean Marchais et Ceausescu, des euro-communistes à l'italienne, tels que Giorgio Napolitano, des gens

de Greenpeace, des « labour » anglais, des rocardiens français. Pour la première fois, depuis la rupture historique entre bolcheviks et mencheviks, les gauches réunies parlaient un même langage et parvenaient à se comprendre.

Simple geste de propagande de la part de Gorbatchev? Fête d'un soir? Voire. Car Gorbatchev a tenu à saluer les invités du PC soviétique en déclarant qu'on ne peut plus, aujourd'hui, œuvrer en faveur d'une évolution du monde fondée seulement sur la confrontation de deux systèmes sociaux opposés. Dans l'entourage du secrétaire général on s'entendait expliquer que le marxisme-léninisme n'est peut-être, après tout, qu'un des grands courants de la pensée politique moderne; qu'il ne rend pas compte de tout ce qui se passe dans le monde; qu'à l'orée du XXI^e siècle il fallait s'ouvrir au dialogue et ne pas prétendre à la science infuse. Il n'est plus question, dans les textes publiés ou récités à Moscou, du côté du pouvoir, d'« enterrer le capitalisme » et d'« inéductibilité scientifique de la mondialisation du communisme ». On est loin de la simple « coexistence pacifique » ou même du Front populaire. Pour la première fois, les Soviétiques reconnaissent la légitimité de partis non communistes qui œuvrent pour la paix, le progrès, la justice sociale et se disent favorables à une concurrence fraternelle entre gens de gauche, en vue de grands objectifs communs.

Droits de l'homme

Nombre de propos tenus au cours de ce forum ont été publiés dans le Pravda, y compris ceux des verts, pourtant très critiqués à l'égard de la politique militaire de l'URSS, ceux des sociaux-démocrates qui invitaient les Sovi-

tiques à respecter les droits de l'homme, etc...

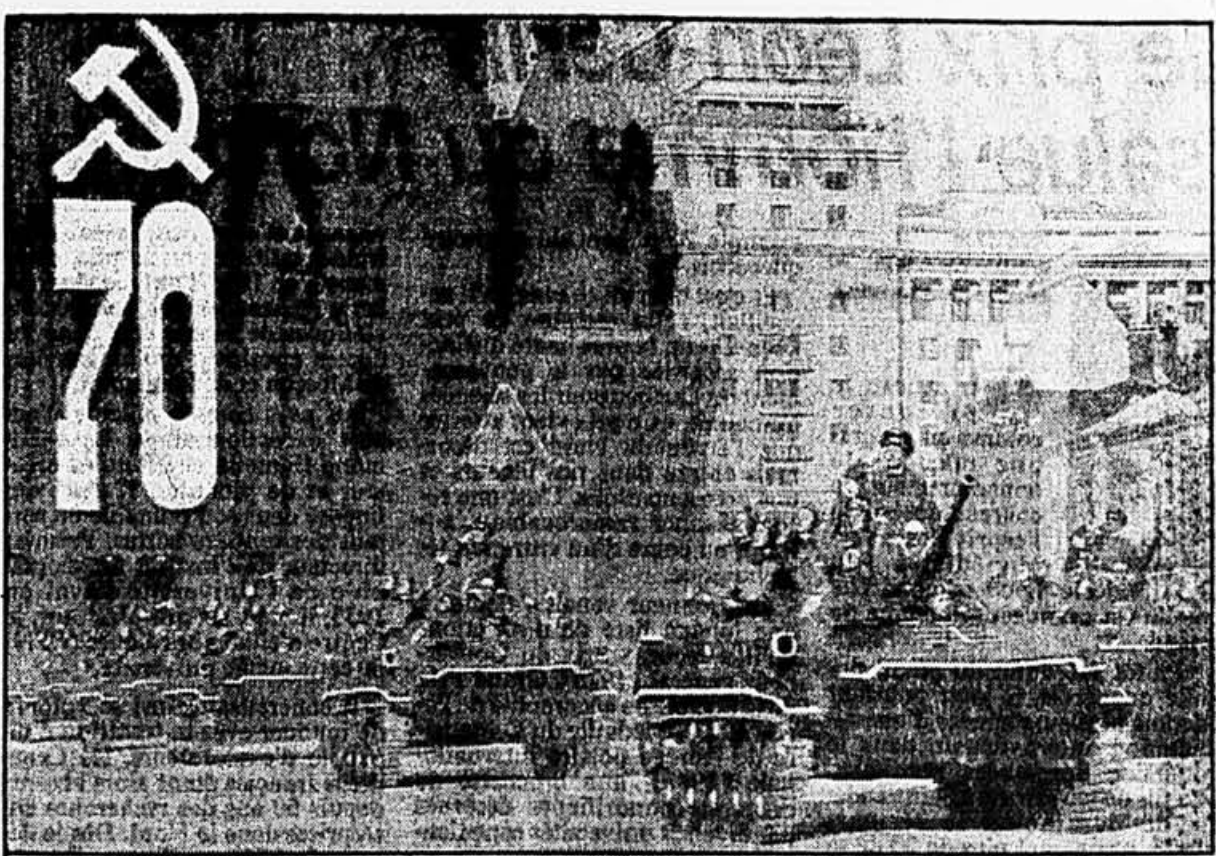
C'est au cours de ces journées pan-gauchistes à Moscou qu'on a appris que les vieux bolcheviks Kamenev, Zinoviev, Radek et Boukharine avaient été réhabilités. Trotski devra attendre, mais son nom au moins a fait sa réapparition. Dans les textes officiels, un message de félicitation, de Dubcek, le malheureux leader du printemps de Prague 1968, à Gorbatchev, a été rendu public. (L'humour noir affirmait que la différence entre Gorbatchev et Dubcek c'était qu'il n'y avait pas, mais que Gorbatchev ne le savait pas encore...)

D'ailleurs, Husak, le dirigeant no 1 tchécoslovaque, néo-stalinien, dur entre les durs, adopta pendant ces journées à Moscou un « profil bas ». Il partit pour Prague sur la pointe des pieds, avant la clôture des cérémonies, afin de ne pas se faire remarquer.

Éloge de Gorbatchev

Tout cela mènera à quoi? Il est certes trop tôt pour le dire. « Ce qui est sûr, c'est que Gorbatchev est l'un des hommes d'État les plus créatifs qui aient fait leur apparition ces dernières années », estime l'ambassadeur d'un pays scandinave à Moscou. « Sur le plan diplomatique, politique, idéologique, toutes les initiatives viennent de lui. Des pans entiers de l'édifice stalinien et néo-stalinien s'effondrent, avant qu'on ait eu le temps de dire ouf », estime Giuseppe Boffa, historien communiste italien.

Au risque de jouer les trouble-fête, au cours de ces retrouvailles, Fidel Castro rappela que pour les Cubains, le monde apparaissait d'abord comme divisé en deux blocs — celui des riches, celui des pauvres. « Notre prisme, c'est celui du sous-développement », dit-



Le 70^e anniversaire de la Révolution d'octobre a donné lieu au traditionnel défilé militaire mais ce qui a surtout étonné les observateurs, c'est la discussion libre à laquelle se sont livrés les délégations de 160 partis politiques.

il. Par ailleurs l'idée d'un congrès — le premier du genre — des gauches européennes auquel participeraient tous les partis progressistes (chrétiens de gauche, socialistes, sociaux-démocrates, verts, pacifistes, etc.) a été lancée. Et sans aller jusqu'à condamner explicitement l'intervention des chars soviétiques à Prague, l'académicien Gioglio Arbatov a dit qu'il faudra réévaluer les événements de cette époque, comme pour indiquer que l'URSS ne se livrerait plus, en de pareilles circonstances, au

même genre d'exercice. La doctrine de la « souveraineté limitée » de Brejnev a été mise au rancart.

Prudence

Sans doute faut-il demeurer prudent et ne pas se laisser emporter par l'euphorie, car les transformations réelles et profondes qui sont en cours peuvent s'arrêter net d'un jour à l'autre. Gorbatchev fonce un peu comme Napoléon, mais l'hiver russe viendra peut-être à bout de son dynamisme. Les grands réformateurs russes — à commencer par

les décembreistes — ont mal fini. Les fenêtres périodiquement ouvertes sur le monde ont dans le passé été vite refermées.

Par ailleurs aucun peuple n'est condamné à éternellement croupir, végéter, porter le joug. Pour ceux qui ont participé à ces journées de Moscou, il ne peut faire aucun doute qu'on assiste ici, non pas à une simple correction de tir, mais à une mutation profonde, une tentative de redéfinir fondamentalement le rôle de l'URSS dans le monde.

DANS LA CAPITALE ANGLAISE

La guerre des quotidiens continue de secouer Fleet Street

RICHARD HÉTU et PHILIPPE GANTHÉ
collaboration spéciale
LONDRES

Dans la capitale anglaise, la guerre des quotidiens continue de secouer Fleet Street. Mais elle n'est plus limitée aux seuls tabloïds sensationnels et lubriques. Depuis un an, elle frappe aussi les journaux de qualité, tels le Times, le Guardian et le Daily Telegraph.

Ces piliers de la presse britannique comptent en effet un nouveau et sérieux rival, *The Independent*, qui a été lancé le 7 octobre 1986. En moins d'un an, ce journal a atteint des ventes impressionnantes de 342 000 exemplaires par jour. Et sa poussée ne semble pas vouloir s'arrêter.

« Nous sommes présentement portés par une vague, estime Stephen Glover, le responsable de la section internationale du quotidien. À chaque jour, nous augmentons notre tirage de plusieurs centaines d'exemplaires. Et nous n'effectuons pas de campagne publicitaire. Tout se fait de bouche à oreille. Dans certains milieux, *The Independent* a remplacé le Times comme journal de l'establishment. »

Le cheveu clairsemé et les traits tirés, Stephen Glover est âgé de

35 ans. Il travaillait depuis sept ans et demi au *Daily Telegraph* quand il a conçu en compagnie de deux collègues, Andreas Whitam Smith et Matthew Symonds, l'idée de fonder un nouveau quotidien, « le rêve de tout journaliste », dit-il.

Il y a à peine cinq ans, un tel projet eut été inconcevable en Angleterre. Mais depuis que Rupert Murdoch, le magnat de la presse mondiale, a permis l'utilisation de l'imprimerie automatisée en congédiant, en janvier 1986, 6 000 de ses employés syndiqués britanniques, la plupart d'entre eux des typographes, les données ont radicalement changé.

« La technologie nouvelle nous permet de produire un journal à une fraction de ce qu'il en aurait coûté il y a quelques années », explique M. Glover.

Le concept d'indépendance

Bien qu'il soit désormais plus facile de lancer un journal, il reste que l'importance de la mise de fonds initiale (près de \$40 millions dans le cas de *The Independent*) et l'absence de garantie de succès rendent l'entreprise hautement hasardeuse. Dans ce contexte, pourquoi tenter l'aventure ?

« Parce que nous avions l'impression que les autres journaux

de qualité laissaient quelque peu à désirer, répond M. Glover. Et nos recherches ont démontré que nous n'étions pas les seuls à penser ainsi. Beaucoup de personnes bien éduquées, entre 20 et 45 ans, se disaient insatisfaites de ce qu'on leur proposait. Certaines d'entre elles ne lisaient plus de journal, ce qui est plutôt curieux.

« Il nous a donc été moins problématique d'obtenir la confiance des investisseurs, ajoute-t-il. D'autant plus que nous avions l'appui de Saatchi et Saatchi (l'agence de publicité la plus importante du monde). Ceci nous donnait une contenance solide et respectable. »

Le concept d'indépendance est au cœur du projet de M. Glover et de ses acolytes. Pour eux, il était fondamental que leur journal n'ait aucun lien avec un des groupes de presse existants, que ce soit celui de Rupert Murdoch, Robert Maxwell ou de Lord Rothermere. Et qu'aucun actionnaire ne possède plus de 10 p. cent des parts. Malgré les précautions prises par les fondateurs, M. Maxwell a réussi à s'approprier secrètement de 4,5 p. cent des actions.

« Cela nous rappelle qu'il faut être vigilant », souligne M. Glover.

Selon lui, le journal devait également afficher son indépendance face au monde politique.

« Il est essentiel de démontrer à nos lecteurs que nous sommes équitables et que nous ne sommes pas à la remorque d'un parti politique, dit-il. Cela ne veut pas dire que nous soyons neutres. Au contraire, nous croyons fermement en certaines idées. Ainsi, nous défendons l'économie de marché, mais pas au détriment de la justice sociale. Et au niveau de la politique étrangère, nous favorisons le maintien de la force de dissuasion nucléaire britannique. »

Ce souci de préserver son indépendance enlève parfois du mordant à *The Independent*. Par exemple, le journal a refusé de se prononcer officiellement à la veille des élections en Grande-Bretagne, en juin dernier.

L'accent sur l'information internationale

Avec 15 journalistes réguliers qui travaillent à l'étranger et 40 pigistes qui appuient leurs efforts aux quatre coins du monde, *The Independent* se signale par l'importance qu'il accorde à l'information internationale.

Il se distingue aussi de ses concurrents par son ton parfois intimiste, souvent irrévèreux, toujours vivant. Sa présentation physique est cependant conservatrice. Le journal, qui vient d'être honoré pour la qualité de sa toilette, dégage un air d'autorité.

« Le look de notre quotidien est très vieux jeu, explique M. Glover. Il est très élégant, très distingué. On dirait que notre journal existe depuis 100 ans. Il était important pour nous d'intégrer le



Les journaux se livrent une guerre féroce et la femme du prince Charles est une de leurs cibles favorites.

meilleur de la tradition journalistique britannique à nos innovations. »

À ce jour, le Times et le Guardian sont les journaux qui ont le plus souffert du succès de *The Independent*. Au cours de la dernière année, le tirage du Times est passé de 471 000 à 442 000, une perte de 29 000 exemplaires par jour; celui du Guardian, de 524 000 à 494 000, une perte de 30 000.

Quant au *Daily Telegraph*, il

conserve sa confortable première position parmi les journaux de qualité anglais avec un tirage de 1 147 000, soit seulement 9 000 exemplaires de moins que l'année précédente.

« Le Telegraph s'est ressaisi de façon impressionnante depuis son acquisition par Conrad Black, estime M. Glover. Notre présence sur le marché inquiète davantage le Guardian et le Times. C'est avec eux que nous sommes en compétition. Ces journaux réalisent qu'ils doivent réévaluer leur

façon de faire les choses. Mais ils doivent être prudents afin de ne pas effrayer leur clientèle établie. Il s'agit d'un problème délicat. »

Un journal comme *The Independent* ne se préoccupe guère des tabloïds de la presse populaire.

« Nous n'avons pas la même conception de ce qu'est une nouvelle, explique M. Glover. Je lis rapidement le *Daily Mail* à tous les matins, mais ça s'arrête là. »

À la veille de célébrer le premier anniversaire de leur bébé, M. Glover et ses partenaires sont bien davantage préoccupés par la situation financière de leur journal. L'entreprise compte 384 employés, soit 60 de plus que prévu, et essuiera un déficit estimé de \$11 millions après sa première année d'opération.

Les dirigeants du quotidien ne veulent surtout pas retourner à la banque, craignant d'entacher leur feuille de route. Ils devront donc resserrer leurs dépenses. Ce qui ne diminuera certainement pas l'enthousiasme des employés, qui sont pour la plupart actionnaires du journal.

« Même si nous avons atteint un succès d'estime, nous ne pouvons pas nous permettre de prendre nos aises, confie M. Glover. Nous n'occupons pas encore une place établie dans le firmament de la vie publique en Angleterre. »

L'avenir appartient aux journaux de haut et de bas de gamme

RICHARD HÉTU et PHILIPPE GANTHÉ
collaboration spéciale
LONDRES

Natalie Banus, 15 ans, 40-22-34, devrait-elle attendre jusqu'à son 16^e anniversaire de naissance avant de poser nue ?

Telle est la question que lançait récemment à ses lecteurs la nouvelle sensation britannique des tabloïds du dimanche, le *Star Sunday Sport*, dont le slogan, « Britain's Fastest Growing Family Newspaper », laisse un peu songeur.

À chaque semaine, le *Star Sunday Sport* se gagne de nouveaux adeptes avec un mélange de photos vaguement pornographiques (le premier numéro contenait pas moins de 37 mamelons) et d'histoires abracadabrantes. L'hebdomadaire, dont le contenu sportif est beaucoup moins important que le laisse supposer son nom, a fêté son premier anniversaire à la mi-septembre, se vantant d'avoir atteint un tirage d'un demi-million d'exemplaires.

Tous les tabloïds de la presse populaire britannique ne sont pas aussi vulgaires que le *Star Sunday*

Sport. Trois d'entre eux, le *Daily Mail*, le *Daily Express* et *Today*, s'adressent à une clientèle qui tient aussi à connaître les nouvelles du jour. À Londres, ils font partie de ce qui est appelé « le marché médian ». Selon les analystes financiers, ce marché n'est pas en expansion. L'expérience de *Today*, qui a changé trois fois de mains en moins de deux ans d'existence (le plus récent propriétaire est Rupert Murdoch), tend à prouver cette assertion.

Selon les mêmes experts, l'avenir appartient aux journaux de haut de gamme et de bas de gamme. Dans cette dernière catégorie, on retrouve trois titres quotidiens : le *Sun*, le roi incontesté de la presse populaire; le *Mirror*, bon deuxième; et le *Star*, dont le nouvel éditeur, Michael Gabbert, a fait du *Star Sunday Sport* le désolant succès que l'on sait.

M. Gabbert, dans ses nouvelles fonctions, entend cependant faire montre d'un peu plus de retenue. « Nous nous contenterons de deux paires de mamelons par jour. Il ne faut pas virer fou », a-t-il récemment déclaré.

Il est difficile d'expliquer le gigantesque succès de cette presse à sensation qui écoule à chaque

jour plus de 840000 exemplaires. On sait cependant que les Britanniques sont de grands consommateurs de journaux. Ainsi, selon des statistiques publiées par le *Sunday Times* en octobre 1986, 727 adultes sur 1 000 achètent un journal tous les jours. En Allemagne de l'Ouest, ce chiffre tombe à 411, tandis qu'il se situe à 184 en France.

La compétition est féroce entre les tabloïds pour l'attention des lecteurs. Au cours de la dernière année, un journal comme le *Sun*, qui est également la propriété de Rupert Murdoch, a dépensé près de \$15 millions en publicité. Pendant ce temps, le *Mirror*, qui appartient à Robert Maxwell, consacrait aux mêmes fins plus de \$11 millions.

Malgré les dépenses d'exploitation faramineuses, malgré les risques de fermeture (le *London Daily News* est mort en juillet dernier après avoir perdu plus de \$50 millions en cinq mois d'existence), les propriétaires de Fleet Street continuent à planifier l'expansion de leurs entreprises. Ainsi, Robert Maxwell, qui vient d'investir le marché hollandais, songe à lancer trois nouveaux titres à Londres d'ici le printemps prochain...



Les dirigeants du journal *The Independent* étaient satisfaits de leur tout premier numéro mais ils étaient loin de se douter du succès qu'il allait connaître.

Les prix du Québec

Louis-Edmond Hamelin: le prix Léon-Gérin salue l'homme du Nord



NICOLE BEAUCHAMP

On a beau le présenter comme un géographe mariant le tempérament de coureur de bois à l'esprit des encyclopédistes du XVIII^e siècle, Louis-Edmond Hamelin est avant tout l'homme du Nord.

Plutôt méconnu du grand public québécois, il jouit pourtant depuis plusieurs années d'une réputation internationale dans le domaine des études nordiques. Ce fils de paysan, né à Saint-Dida-ce-de-Maskinongé le 21 mars 1923, a consacré plus de 30 de sa vie à découvrir, comprendre et expliquer ce Nord « qui contient beaucoup de Nord ».

Les notes, nous les avons quasiment perdus de vue au Canada et au Québec. En arrachant bien des oeillères, Louis-Edmond Hamelin nous a remis en tête ces zones nordiques où s'étend par

exemple 70 p. cent du territoire québécois.

Et c'est bien en ce sens qu'il accueillait, cette semaine, le prix Léon-Gérin, la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec pour les sciences humaines. « Ce prix vient attester que l'étude du Nord est désormais entrée dans nos moeurs et nos préoccupations. C'est une reconnaissance remarquable », a-t-il dit, au cours d'un entretien téléphonique.

Cet honneur venait s'ajouter à une longue liste de distinctions qu'il a reçues: Prix du Gouverneur général (1975), Grand Prix de la Société de géographie de Paris (1977), Médaille du Centenaire de l'année polaire internationale (1986), une brochette de doctorats honorifiques décernés par diverses universités canadiennes etc.

Ses recherches sur les phénomènes glaciaires de l'ère quaternaire ne sont qu'une pièce de l'oeuvre « bâtie brique par brique », avec passion. Son influence rayonne en effet au-delà de nos frontières. Elle a même pénétré jusqu'en URSS où ses nombreux

voyages d'exploration sous les froides latitudes du monde, commencés en 1948, l'ont mené en Sibérie et dans les îles polaires soviétiques de même que dans les doctes enceintes des universités de Moscou et de Leningrad.

Au pays comme ailleurs, l'apport exceptionnel de Louis-Edmond Hamelin en est un de créateur et de pionnier. Il s'est vite imposé dans son domaine en sortant des sentiers battus. Premier directeur de l'Institut de géographie de l'Université Laval en 1955, il crée, six ans plus tard, le Centre d'études nordiques (CEN) de cette même université.

Il concrétisait ainsi sa volonté de renouer avec la tradition d'un peuple d'explorateurs, les Canadiens français étant alors absents depuis 50 ans des recherches entreprises dans le Nord. Dès le départ, le CEN — devenu l'un de nos fleurons — innovait en Amérique en intégrant diverses disciplines: géographie, botanique, géologie, histoire, linguistique, anthropologie, zoologie etc.

Louis-Edmond Hamelin lui a ni plus ni moins imprimé sa marque de géographe transdisciplinaire.



Louis-Edmond Hamelin, dans ses meubles en 1976

Car tout au long de sa carrière scientifique, il a parcouru le vaste champ des sciences humaines en s'intéressant entre autres à l'économie, la terminologie, le droit. « J'ai mené une carrière à l'éuropéenne, en m'efforçant de développer une pensée intégrée. Je n'aime pas le cloisonnement des connaissances. Pour moi, un édifice intellectuel doit avoir des fenêtres pour permettre une vision globale », explique-t-il.

Justement pour embrasser dans une vision globale toutes les dimensions (sociale, géographique, humaine etc) de la réalité nordique, il a inventé le mot *Nordicité* maintenant traduit en six ou sept langues, notamment en russe. Il a ainsi forgé plusieurs mots qui apparaissent aujourd'hui dans les grands dictionnaires de la langue française.

Ses écrits sur son sujet de prédi-

lection dépasse le nombre impressionnant de 10 000 pages. Et il n'a pas déposé la plume, loin de là. A la retraite depuis trois ans, il poursuit ses activités studieuses et « travaille plus fort que jamais ».

À 64 ans bien sonnés, il vient de terminer une thèse de maîtrise sur le terme « rang ». « Le rang des campagnes, précise-t-il. Et contrairement à ce que l'on a déjà dit, le Québec n'a inventé ni le mot ni la chose ». En ce moment, il prépare la publication d'un livre qui s'intitulera *Le Nord canadien: les référents conceptuels*.

Ce livre constituera en quelque sorte la suite de son ouvrage percutant *Nordicité canadienne*. Paru en 1975, ce procès des politiques des gouvernements dans les territoires du Nord a provoqué des changements considérables. « *Le Nord Canadien* est une espèce de phase II. J'y traite essentiellement des concepts qui expli-

quent nos hésitations à solutionner les problèmes du Nord, bloquent son plein développement, empêchent de fixer le droit des Amérindiens », de révéler M. Hamelin.

Il projette aussi d'écrire un livre sur l'Obiou — une montagne située à 100 km au sud de Grenoble dans les Alpes françaises — dans le but de jeter un éclairage inédit sur la tragédie aérienne dans laquelle ont péri, le 13 novembre 1950, 58 pèlerins québécois de retour de Rome, à l'occasion de l'Année Sainte.

Complétant à cette époque ses études doctorales à Grenoble, il s'est rendu au pied de l'Obiou où des volontaires se relayaient pour transporter les sacs contenant les restes des cadavres déchiétés. « Il faut, dit-il, comprendre cette montagne afin de comprendre ce qui est arrivé et comment se partagent les torts ».

Pierre Deslongchamps, parce qu'il joue... avec les molécules



CAROLE THIBAUT

« La recherche, ça devient encore plus passionnant à 40 ans. À 30 ans, on commence d'habitude à s'attacher aux champs qui nous intéressent vraiment. Mais à 40 ans... c'est encore plus le fun. On comprend pourquoi on fait les choses, on se donne le temps d'essayer un paquet d'affaires et cela nous garde en vie... Ça entretient l'enthousiasme. »

Chimiste de réputation internationale, Pierre Deslongchamps a fait avancer à grands pas la science des composés du carbone. En 1979, par exemple, il réalisait la synthèse d'une des molécules les plus complexes jamais reconstituées, le ryanodol. Cette molécule était utilisée comme insecticide, mais on l'a délaissée parce qu'elle était trop toxique.

Autre étape majeure: en 1983, il publiait le résultat de plusieurs années de travaux dans un livre traitant d'une théorie qu'il a élaborée, le contrôle stéréoelectronique. Selon cette théorie, l'orientation des paires d'électrons qui forment les liens dans une molécule détermine la forme que prend celle-ci, et permet de prédire comment elle se transformera lors d'une réaction chimique donnée.

Nouveau virage encore dans les années qui suivent: Pierre Deslongchamps prend un chemin qui

aurait fait peur à beaucoup d'autres chimistes: la fabrication de grands cycles (de grandes molécules dont la chaîne de carbones forme un cercle fermé) qui simplifient de façon étonnante la fabrication des stéroïdes. « J'ai commencé à faire de la synthèse tout à fait nouvelle, confie-t-il, chose que les chimistes n'aiment pas normalement, car cela comporte un risque. »

Cette orientation le conduit, aujourd'hui, à écrire des protocoles expérimentaux qui servent de guide pour synthétiser non pas une molécule, mais toute une classe de molécules.

Mieux voir la forêt

Un trait marquant ressort de l'ensemble de la carrière de Pierre Deslongchamps: il a cette faculté de développer l'approche la plus simple et la plus générale possible. « À mesure que ma carrière avance, j'ai l'impression de me détacher de plus en plus de l'arbre pour observer de mieux en mieux la forêt », dit-il.

Les chimistes se sont appliqués surtout à synthétiser telle ou telle molécule. Ils voulaient savoir s'ils étaient capables de pratiquer le métier de fabricant de molécules. « Aujourd'hui, déclare le chercheur, nous avons pas mal fait nos preuves. Nous savons faire des vitamines, des stéroïdes, etc. Nous avons la prétention d'être capables de synthétiser toutes les familles de stéroïdes, de terpènes, par exemple. »

« Ce n'est pas seulement dans mon travail que je prends maintenant plus de plaisir, poursuit-il. J'apprécie mieux ma vie dans ses



Pierre Deslongchamps, prix Marie-Victorin 1987: « Se diriger là où on a le plus de plaisir... »

différents aspects. Par exemple, je passe beaucoup de temps dans ma maison de North Hatley, où j'ai dix acres de forêt et une vue magnifique sur le village. Je joue au bûcheron, j'aménage ma forêt, qui est aussi une érablière, j'ai mes propres sentiers de ski de fond. Je prends beaucoup de temps de vivre dans la nature. »

La piqûre de la recherche

Cet amour de la nature, Pierre Deslongchamps le tient du temps où il pêchait des maskinongés dans la rivière l'Achigan, à Saint-

Lin, son village natal. « Tout bien réfléchi, c'est aussi au bord de la rivière que j'ai eu la piqûre de la recherche », lance Deslongchamps. Cette époque joyeuse où tous les moyens étaient bons pour réussir à attraper un poisson ou un écreuil, c'est la meilleure école, selon lui. « Je cours encore après quelque chose, même si ce n'est plus après les poissons, explique-t-il. Et j'ai le même plaisir à le faire, j'y applique la même imagination. C'est pourquoi je pense qu'il faut laisser faire les enfants... ne pas toujours leur ap-

porter des jouets préfabriqués. C'est ce que je dis à mes étudiants parfois: laissez-vous aller. »

Pierre Deslongchamps confie: « Quand j'étais jeune, il y avait près de chez moi un dénommé Mathias Tremblay, un gars qui savait tout faire: réparer les poêles, faire des soudures dans la fonte, rien ne l'arrêtait. C'est ça qui est beau, la débrouillardise. Et cela va avec la joie de vivre. »

Au Québec, par exemple, même nos hommes d'affaires font preuve d'imagination. « Prenez Lavallin, une firme d'ingénierie

qui a acheté un hôpital. Il y a un risque là-dedans, une *gamble*. Mais les *gamblers*, en affaires comme en sciences, ont un trait commun: lorsqu'ils prennent un risque, ils se sentent gagnants. Ils peuvent se tromper, mais généralement il savent qu'ils ne peuvent pas vraiment se permettre de se tromper. »

Plus loin que les biotechnologies

Pour Deslongchamps, l'avenir de la chimie est dans le développement de macromolécules réactives, qui surpasseront même les champs des biotechnologies. Les molécules seront comme des machines chimiques, qui travailleront de façon encore plus précise que les bactéries, qu'on asservit en biotechnologie. « Pour moi, la biotechnologie est à la chimie des molécules ce qu'est le cheval au cheval-vapeur », soutient-il. Quand on a découvert le second, on ne veut plus revenir au premier.

Et qu'apportera la cinquantaine, dont Pierre Deslongchamps abordera le versant l'an prochain? « J'en ai encore pour une couple d'années à m'amuser avec mes synthèses de classes de molécules, répond-il. Ma prochaine étape? Je ne sais pas encore. Mais maintenant qu'on a une méthode générale pour chaque classe de molécules, cela nous permet de nous tourner vers la recherche appliquée et industrielle. Je pourrais aussi me consacrer à fabriquer des machines moléculaires. Ce qui est certain, c'est que je me dirigerai là où j'aurai le plus de plaisir! »

Tout se passe comme si l'univers avait un sens

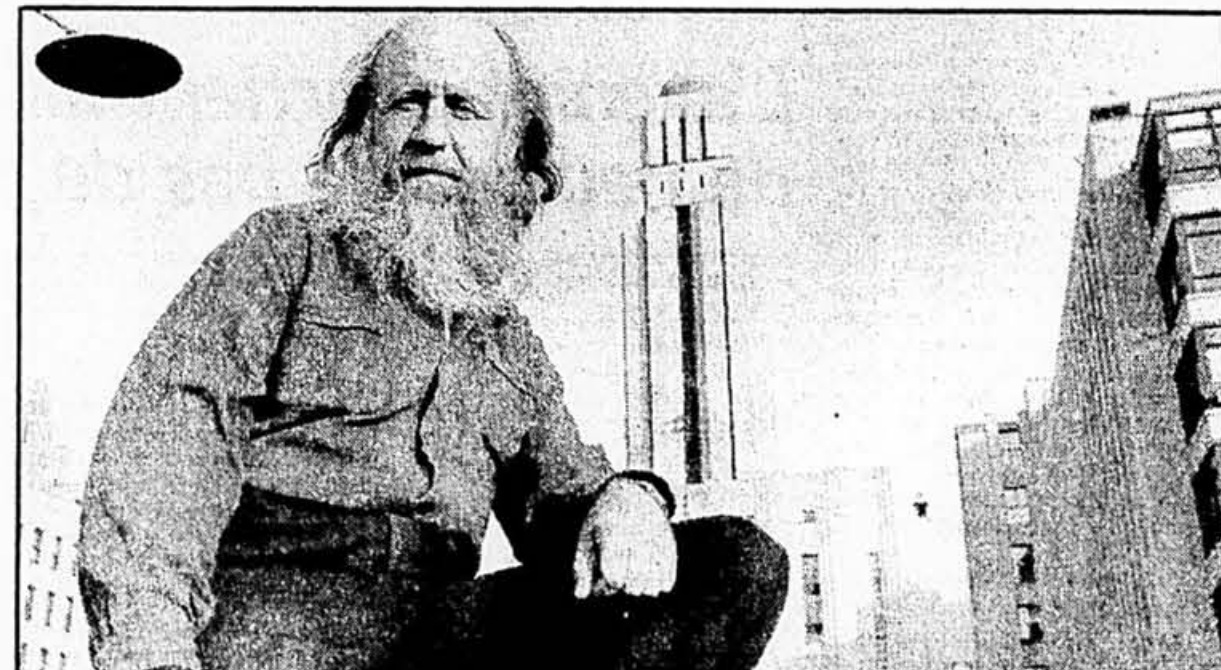
ALAIN FRANÇOIS BRUNEL collaboration spéciale

L'univers a-t-il un sens? Question énorme. Question de tous les temps. Question insensée ou sans réponse? Pas pour Hubert Reeves, le célèbre astrophysicien québécois. Face à la menace d'anéantissement nucléaire ou celle, en cours, d'un écocide tranquille de la biosphère, cette interrogation devient même « éminemment pratique et pressante ».

Nous voilà loin des étoiles et des galaxies drez-vous. Pas tant que cela. Trois cents personnes fascinées, réunies récemment à l'UQAM à l'initiative de la Société d'études et de conférences, ont entendu Hubert Reeves soutenir que « tout se passe comme s'il y avait un sens à l'évolution de l'univers ». Malgré ses allures de prophète à la longue barbe, le vulgarisateur scientifique ne se prend pas pour un gourou. L'affirmation n'est pas lancée en l'air. Elle s'appuie sur les prodigieux développements de la connaissance du cosmos et de la nature que le savant au langage imagé sait si bien partager.

La pyramide de la complexité

La devise de l'auteur de *Patience dans l'azur, Poussières d'étoiles* et *L'heure de s'enivrer*: apprendre des succès du passé. Et quel passé! Du Big Bang à la naissance des étoiles, de la création des atomes à l'apparition des molécules, des unicellulaires jusqu'à l'humain, un champ de vision étouffant de 15 milliards d'an-



nées. Malgré les taches aveugles, le professeur Reeves décèle un fil conducteur dans cette « gestation cosmique ». Une poussée inexorable du simple au complexe, de la monotonie à la diversité, de l'inerte au vivant.

L'architecture de cette longue histoire s'élabore comme une pyramide, la « pyramide de la complexité », où les organismes des niveaux supérieurs se fabriquent à partir des éléments les moins complexes. Comme des poupées russes. Ou comme un langage qui se construit à partir des lettres, des syllabes, des mots, des phrases et ainsi de suite. Donc « l'être humain est constitué des mêmes atomes qu'une simple pierre ».

d'où la constatation de M. Reeves: « Il n'y a pas de discontinuité entre l'inerte et le vivant, c'est l'agencement des atomes qui diffère. »

La croissance de la complexité procure de nouvelles propriétés à la matière. L'eau, par exemple, est un excellent solvant, mais les atomes isolés d'hydrogène et d'oxygène, qui forment la molécule H₂O, ne possèdent pas ce pouvoir. Au fil des milliards d'années, la matière se structure jusqu'à accoucher de la vie et d'une de ses propriétés émergentes fondamentales: l'intelligence.

Des coïncidences étonnantes

Une note fabuleuse: certains

physiciens ont calculé les conséquences de changements des « conditions initiales » de l'univers: densité, vitesse de la lumière, masse de l'électron etc. Toutes les modifications, même les plus faibles, conduisent à des « univers stériles ». Comme si le « choix » des données initiales contenait déjà, potentiellement, le germe de la vie... Que ce « choix » fut la conséquence du hasard ou d'un principe préalable encore inconnu de la science demeurent deux choses aussi étonnantes l'une que l'autre pour Hubert Reeves.

Le directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique de Paris se rend bien

d'y voir l'intervention d'un Dieu quelconque. La réponse ne relève plus de la science qui se bute au « mur de l'ignorance ». Mais il reste probable, selon lui, que la vie et la conscience se soient épanouies ailleurs dans le cosmos. Et que les civilisations les plus avancées de ces autres mondes aient dû faire face aux mêmes possibilités d'auto-destruction que l'espèce humaine.

Ici l'absurdité prend toute sa mesure. « Ce serait un non-sens, dit M. Reeves, si les 15 milliards d'années d'évolution cosmique aboutissaient à l'anéantissement de la conscience par elle-même. »

De la compétition à la coopération

D'après l'historien et le raconteur de l'univers, l'agressivité de l'espèce humaine résulte du prix à payer pour accéder à la complexité. La dépendance, l'échange, la mort et la filiation entrent en jeu aux échelons supérieurs de la pyramide. La dépendance à l'égard des autres membres de l'espèce et de l'environnement; l'échange pour obtenir l'énergie et les ressources indispensables à la survie; la mort pour permettre à la vie de se renouveler; la filiation pour la perpétuation de l'espèce.

La compétition s'avère une excellente stratégie de survie dans un monde aux ressources limitées et où « il faut manger et éviter d'être mangé ». L'espèce humaine, avec son intelligence, fait tourner le moteur de la compétition à très haut régime et avec une efficacité redoutable. Au

point que du sommet de la pyramide, elle menace maintenant de ramener la diversité de la planète à la monotonie des premiers niveaux.

Selon le scientifique philosophe, la solution à ce cul-de-sac consiste à « mettre la pédale douce à l'agressivité, qui a joué un rôle fondamental dans l'évolution de la complexité, et à peser fortement sur la pédale de la coopération. Car dans la nature, l'entraide, la coopération et la symbiose sont des stratégies de survie au moins aussi importantes que la compétition ».

L'univers a-t-il un sens? Jusqu'à l'espèce humaine il semble bien que oui. Désormais, « la réponse nous appartient ». « La position du non-sens démobilité et conduit à plus de non-sens. La position du sens mobilise et génère plus de sens. » A cet égard, Hubert Reeves trouve particulièrement encourageant que des juristes, des politiciens et des gens d'affaires aient participé au colloque de Québec sur le droit de l'environnement, début octobre.

Devant l'accélération du phénomène de destruction de la nature, « nous vivons des années critiques », selon M. Reeves qui cite la diminution de la couche d'ozone, les pluies acides et l'effet de serre comme principales menaces. « Notre génération est confrontée à apprendre à dominer sa puissance. La vie est condamnée à s'assagir ou à disparaître. »

Hubert Reeves: La vie est condamnée à s'assagir ou à disparaître.

La dernière année de Reagan est de trop

JEAN-FRANÇOIS LISÉE
collaboration spéciale



Les Américains sont prêts pour l'après-Reagan. Malheureusement, ils ont 14 mois d'avance sur le calendrier présidentiel. Ils sont condamnés à vivre dans l'ombre de leur futur ex-président jusqu'en janvier 1989.

L'univers politique américain est à cheval entre deux époques et Ronald Reagan, un bien piètre équilibriste, trébuche à chaque pas. Mais peut-on vraiment le blâmer? Est-ce sa faute si, l'an dernier, ses électeurs ont donné d'avis sur la direction à changer au pays en élisant un Sénat démocrate qui se dresse depuis contre ses programmes conservateurs? « La trahison est une question de dates », aurait dit Napoléon. La compétence aussi, si l'on s'entête à livrer une marchandise à un acheteur qui n'en veut plus.

Ronald Reagan n'avait pas le mandat de gouverner au centre. C'est pourtant ce qu'il doit maintenant faire, s'il veut éviter les échecs à répétition. Tiré à droite par ses convictions les plus profondes et par des conservateurs prêts à jouer le tout pour le tout, tiré à gauche par une réalité politique incontournable, le président donne plus que jamais l'image de l'indécision et de la faiblesse.

Krach boursier : « Quand on se dit responsable du soleil, il faut accepter le blâme pour la pluie », dit un proverbe américain. Refusant d'abord de mesurer le coup que le krach a asséné à l'économie, Ronald Reagan a ensuite vacillé dans sa stratégie de réponse à la crise. Son réflexe a été de maintenir le cap sur lequel il fut élu en 1984 (« il faudra me passer sur le corps pour adopter une hausse de taxe »), une tactique qui aurait mené à une impasse avec le Congrès démocrate. Pousé par ses conseillers plus pragmatiques, il a accepté de jeter du lest, mais avec une telle mauvaise grâce que sa nouvelle souplesse n'a pas eu la crédibilité que les marchés attendaient.

Cour suprême : L'échec de la nomination de l'ultra-conservateur Robert Bork est le signal le plus clair de la perte d'influence des reaganiens dans le pays et, par ricochet, au Sénat. Mais le dernier des reaganiens de souche encore au cabinet, le ministre de la Justice, M. Ed Meese, a convaincu in extremis Ronald Reagan de présenter à la place un autre super-conservateur.



Ed Meese: trafic d'influence



Michael Deaver: parjure parce qu'alcoolique



Robert Bork: plus à droite que moi tu meures



Douglas Ginsburg: la mari «gèle» longtemps



Caspar Weinberger: un départ inexplicable



Georges Bush: distant, distant l'avenir

Ginsburg. Cette fois-ci le candidat n'a pas été victime de l'après-Reagan, mais de l'avant-Reagan. Douglas Ginsburg, coupable d'avoir fait partie d'une génération pour laquelle la consommation de marijuana était une preuve d'ouverture d'esprit, a été largué par des reaganiens susceptibles de s'évanouir à la vue d'un joint. (Ceci au moment où le vieil ami et conseiller du président et de Nancy, Michael Deaver, tente de se soustraire à cinq accusations de parjure en offrant pour défense qu'il était alcoolique au moment des délits, y compris lorsqu'il était à la Maison-Blanche.)

L'enjeu est pourtant de taille: faire basculer à droite la majorité à la Cour suprême, pour au moins la prochaine décennie, constituerait le legs le plus durable de l'administration Reagan. Mais la désignation, cette semaine, d'Anthony Kennedy comme nouveau candidat est l'aveu du repli présidentiel. Pour les ultras, Kennedy n'est « qu'à 80 p. cent conservateur ». Assez pour calmer les ardeurs réformistes de la cour. Trop peu pour renverser ses décisions passées. « L'expérience de ces derniers mois nous a tous rendus un peu plus sages », disait le président, mercredi. Son drame, c'est qu'il aurait réussi à façonner la cour à son image, si seulement il en avait eu l'occasion, il y a un ou deux ans.

Contras : Le président avait naguère promis de faire « crier mon oncle » aux sandinistes de Managua. Fondamentalement, il rêvait de capturer ce qu'il considère être un satellite soviétique, victoire qui aurait été le symbole du déclin du communisme dans le monde, le trophée de l'Amérique triomphante. Aujourd'hui, un plan de paix qu'il n'a ni souhaité



Hél Dites, où allons-nous? semble s'enquérir le président américain.

ni applaudi l'oblige à faire machine arrière. Il brûle d'envie de torpiller le plan, mais le Congrès (et ses alliés en Amérique Centrale) ne le lui pardonnerait pas et couperait les vivres à ses contras favoris. Déjà, le secrétaire d'Etat George Shultz a dû se résigner à reporter jusqu'à l'an prochain la nouvelle demande d'aide militaire aux Contras, d'abord prévue pour le mois dernier. A moins d'un retournement imprévu, le plan de paix aura donc forcé Ronald Reagan à abandonner un des objectifs majeurs de sa présidence.

Entourage : Avec le départ du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, M. Reagan a perdu l'avant-dernier des « reaganauts » qui le suivaient depuis ses mandats de gouverneur de la Californie. L'autre, Ed Meese, avait déjà d'innombrables malheurs, à cause d'une affaire de trafic d'influence en faveur d'une entreprise dont il était actionnaire et à cause de l'incompétence — sans doute volontaire — dont il a fait preuve dans son enquête éclair sur l'Irangate. Son dernier exploit fut de convaincre le président de choisir Ginsburg pour la Cour suprême, introduisant ainsi celui par qui le scandale arrive. Des conservateurs ont réclamé, en vain, sa démission. Mais sa position est précaire, son influence amoindrie.

À la Maison-Blanche, le changement de personnel effectué depuis l'affaire iranienne a aussi fini d'évacuer les vieux conseillers avec lesquels le président était à l'aise. Délaissé par des adjoints peu intéressés à oeuvrer pour une révolution à bout de souffle, conseillé par des hommes qui ne partagent pas son conservatisme, Ronald Reagan se serait plaint, en privé, d'être entouré « d'étrangers ». Dans ses brèves apparitions publiques, il donne

l'impression d'avoir perdu le goût du pouvoir. Le président a l'air frustré, excédé, triste.

Les successeurs : Il a dû avoir un pincement de coeur, le mois dernier, lorsqu'il a vu avec quel sans-gêne les candidats républicains à sa succession promettaient, pendant leur premier débat, de réorienter la marche des affaires. Un des favoris, le leader républicain au Sénat Robert Dole, a expliqué combien son parti avait besoin de « compassion » envers les déshérités. Le vice-président George Bush a averti qu'il n'était « pas anti-gouvernement » et qu'il « n'est pas celui qui va dénigrer ceux qui servent » l'appareil d'Etat. Ces remarques doivent être interprétées, à la Maison-Blanche, comme des condamnations, mais elles sonnent juste, à l'heure de l'après-Reagan.

Gorbatchev : Ironiquement, le président ne fait bonne figure que dans le dossier où il s'est lui-même recentré, celui du contrôle des armements. Le sommet qu'il tiendra avec Gorbatchev, dans moins d'un mois, lui permettra de redorer son blason, mais au prix d'un accord avec ce qu'il n'appelle plus « l'empire du mal ». La néo-détente est d'ailleurs farouchement combattue par les ultra-conservateurs, qui promettent d'essayer de bloquer la ratification au Sénat du traité qui abolira les missiles à courte et moyenne portée.

« Rien de tout ceci ne se serait produit si Ronald Reagan était encore président », écrit l'éditorialiste du *Wall Street Journal*, nostalgique de l'époque où le président exerçait un solide leadership. Erreur. Rien de tout ceci ne se serait produit si la majorité des Américains était toujours reaganienne.

Michel Rocard: la course de la dernière chance

LOUIS-BERNARD ROUSTAILLE
collaboration spéciale



Quel est le poids véritable de Michel Rocard? On ne le saura peut-être jamais. L'un des hommes politiques les plus connus de France, celui qui a pendant près de dix ans battu tous les concours de popularité, finira peut-être sa très longue carrière politique sans avoir goûté au pouvoir.

À plusieurs reprises dans les dernières années, les chances de Rocard ont semblé irrésistibles. Il était le jeune premier, le gagnant, le rassembleur, le nouvel « homo politicus » face aux cyniques et aux vieux calds.

Aujourd'hui il se retrouve une fois de plus dans le club très fermé des authentiques présidentiables pour l'élection de mai 88, en compagnie de Raymond Barre, Jacques Chirac... et François Mitterrand.

Le drame de Rocard, c'est que ses chances à l'élection dépendent à 98 p. cent de la décision du président Mitterrand. Si celui-ci déclarait forfait demain matin, tout le jeu de Rocard deviendrait gagnant: il aurait toutes les chances d'être le candidat du PS et donc, dans la pire des hypothèses, de perdre avec les honneurs, puis de devenir de facto le leader de la gauche. Il pourrait même être élu!

Mitterrand candidat, Rocard risque, en se présentant, de se suicider politiquement, avec cinq p. cent des voix, et de disparaître à jamais. Et si, par la force des choses, il s'efface devant le « patron » du PS, que lui reste-t-il? Mitterrand, qui ne lui a jamais pardonné de s'être dressé contre lui, ne lui fera pas beaucoup de cadeaux. Il lui faudrait alors à Rocard attendre... une prochaine élection présidentielle, quelque part d'ici à 1995! Le drame de Michel Rocard, c'est qu'il a aujourd'hui 57

ans, ce qui n'est plus si jeune pour un « éternel jeune homme », même en France. Circonstance aggravante: il n'a pour ainsi dire jamais gouverné.

Entré en politique à l'âge de 19 ans, à la direction des Etudiants socialistes, promis depuis toujours au plus brillant avenir, Rocard n'a pour l'instant ni dirigé un grand parti (il était le patron du marginal PSU, il est resté marginal, au PS) ni eu de vraies responsabilités gouvernementales. Malgré des compétences indéniables sur le plan économique, Rocard, sous les gouvernements socialistes, a été d'abord confiné à un ministère-fantôme, sans pouvoir: le Plan. Puis envoyé à l'Agriculture, poste intenable et plutôt mineur sur le plan politique. Bref on l'a enfermé dans des placards. Ce qui fait un peu novice, face au président Mitterrand, au premier ministre Chirac, à l'ancien premier ministre Barre. Ce qui était de la virginité devient, passé un certain âge, un handicap un peu ridicule.

Quand on lit le livre passionnant que le journaliste Robert Schneider vient de lui consacrer (« Rocard », 300 pp., Editions Stock), on a vraiment l'impression d'être en face d'un brillant « looser », pas si naïf et désintéressé qu'on le croit généralement, mais misant sur le mauvais cheval ou perdant ses moyens aux moments vraiment cruciaux. Son erreur capitale: ne pas avoir compris, dès 1971, que Mitterrand allait vraiment ressusciter le Parti socialiste et qu'il fallait se mettre avec lui. Quand il se rallie en 1974, c'est trop tard et dans de mauvaises conditions.

Quand, au plus bas de la popularité du même Mitterrand, fin 1980, il se déclare candidat à la présidence, il réussit à faire deux ou trois faux pas dans la semaine et semble pris au dépourvu lorsque, tel que prévu, Mitterrand se présente. Au PS, ou sous le gouvernement socialiste, il a toujours hésité entre deux attitudes: jouer les disciples obéissants du maître en espérant sa reconnaissance, ou se poser en rival. Faute d'avoir vraiment choisi entre les deux, il

a plutôt perdu sur tous les tableaux: il n'est jamais devenu un intime encore moins le dauphin du « patron », il n'a jamais non plus vraiment monté son organisation à lui. Cette indécision, qui pouvait être mise sur le compte de la candeur, a fini à la longue par brouiller son image personnelle. L'électorat peut certes apprécier les hommes politiques « honnêtes » et sincères, mais pas fragiles.

À six mois de l'élection présidentielle, Michel Rocard est dans une situation particulièrement intenable.

D'un côté, comme l'estime Robert Schneider, « il garde toutes ses chances si Mitterrand, contre toute attente, décide de se retirer, au sommet de sa popularité dans les sondages ». Rocard dispose encore et malgré un effritement d'un grand capital de popularité dans l'opinion. Ses partisans ont quand même fait 30 p. cent des voix au dernier congrès socialiste. Si Dieu-le-père choisit de ne pas se présenter (il aura 71 ans), l'éternel minoritaire du PS reste le candidat de loin le plus légitime devant l'opinion. Malgré les haïnes tenaces que lui vouent certains au PS, il a de bonnes chances d'avoir l'investiture.

Si, comme tout le monde le pense, Mitterrand se représente, la situation de Rocard paraît désespérée. S'il se désiste, il disparaît politiquement. Mais comment pourrait-il se maintenir? En 1980, il était champion des sondages contre un Mitterrand impopulaire; il tenait un langage social-démocrate et « réaliste » face au dogmatisme du PS. Mais aujourd'hui, Mitterrand bat tous les records de popularité (et Rocard baisse sensiblement). Mais surtout: au PS et dans le camp Mitterrand, tout le monde est devenu aujourd'hui « réaliste » et « rocardien ». Rocard n'est plus le meilleur candidat de la gauche, et il n'a plus de discours original à opposer aux socialistes. Ce qui fait qu'il risque d'aller vers un score catastrophique. Et, au passage, d'être « lâche » par les plus connus de ses partisans, les dépu-

tés de son courant, les anciens ministres.

Le plus infernal dans cette situation, c'est que Rocard est totalement prisonnier d'une décision de Mitterrand qui n'interviendra pas avant le mois de mars. Et que cette attente le force à jouer les équilibristes: il déclare à qui veut l'entendre qu'il ira cette fois « jusqu'au bout ». Mais quand on lui demande clairement s'il se présentera au besoin contre Mitterrand, il ne peut pas répondre par l'affirmative, sous peine de se faire pratiquement exclure du PS. Ou alors il faudrait qu'il dise clairement en quoi il se distingue de cette politique « mitterrandienne » dont il a été officiellement solidaire pendant plus de quatre ans. Mais le numéro de « candidat hypothétique » ne contribue pas à faire remonter sa cote. Les mois qui viennent jouent terriblement contre lui. A tel point que, même si Mitterrand se retirait en mars, Rocard risque d'arriver en très mauvais état à l'échéance et de ne plus faire le poids face par exemple à un Laurent Fabius, dont les ambitions sont connues. Bref, même s'il n'est pas candidat Mitterrand peut réussir à tuer sa candidature.

Faut-il d'ores et déjà enterrer Rocard, comme le fait actuellement une bonne partie de la classe politique, au vu des sondages et de son isolement au sein du PS? Schneider, pour sa part, reste prudent: « Si Mitterrand n'est pas candidat, Rocard, même affaibli, peut obtenir l'investiture socialiste, ne serait-ce qu'en tirant parti des profondes divisions du PS: il serait le candidat le moins controversé malgré tout. Et même si Mitterrand se présente, rien n'exclut que Rocard fasse une bonne campagne et dix p. cent des voix. Auquel cas il négociera son retrait. »

Une chose est pratiquement certaine: après 38 ans de vie politique à temps plein, Michel Rocard « le gagnant » — qui n'a jamais rien vraiment gagné — joue dans les six mois qui viennent ses dernières cartes.



Cette fois-ci doit être la bonne pour Michel Rocard. Dans le cas contraire: adieu la politique.

Le 13 est le nombre préféré de Kasparov

Agence France-Presse
SÉVILLE

Les Soviétiques Garry Kasparov et Anatoly Karpov ont commencé hier la 13^e partie du championnat du monde d'échecs qu'ils disputent à Séville.

Contrairement aux rumeurs selon lesquels Karpov aurait pu, par superstition, demander un report, la 13^e partie a bien lieu le vendredi 13. Le 13 est le nombre préféré de Kasparov.

Kasparov (le tenant du titre), qui avait les Noirs, a proposé la nulle après avoir joué son 36^e coup, et Karpov a accepté après quelques instants de réflexion.

Karpov a innové dès le 4^e coup contre la défense Grunfeld, employée par Kasparov chaque fois qu'il joue avec les Noirs dans ce championnat du monde. Karpov a joué la variante moderne avec Cavalier f3 et Tour b1.

À la surprise générale, et en premier lieu celle de Ljubojevic, qui réalisait le commentaire dans la salle d'analyse, Kasparov a proposé la nulle au 36^e coup, alors que les experts considéraient que la position était légèrement avantageuse pour lui.

La prochaine partie, la 14^e, doit avoir lieu lundi à partir de 16h30 heure locale (15h30 GMT).

Voici le coup par coup:

BLANCS (Karpov)	NOIRS (Kasparov)
13^e partie - Défense Grunfeld	
1. d4	Cavalier f6
2. c4	g6
3. Cavalier c3	d5
Kasparov reste fidèle à la Défense Grunfeld.	
4. Cavalier f3	
Karpov change de variante. Il avait joué jusque-là 4. c x d5 dans les 5 ^e , 7 ^e , 9 ^e et 11 ^e parties.	
4. ...	Fou g7
5. c x d5	0.02
Dans le précédent championnat du monde (Londres-Leningrad 1986), Karpov avait joué à plusieurs reprises 5. Fou f4. 5. c x d5 est une nouveauté dans les parties entre Kasparov et Karpov.	
5. ...	Cavalier x d5 0.01
6. e4	0.02
7. b x c3	Cavalier x c3
8. Tour b1	c5
Une variante relativement récente et très analysée par les théoriciens.	
8. ...	0-0
9. Fou e2	c x d4
10. c x d4	Dame a5+ 0.06
Le dernier cru de la théorie. Ce coup qui échange les Dames rapidement est considéré actuellement comme le meilleur coup des Noirs pour égaliser dans cette variante.	
11. Dame d2	0.02
12. Fou x d2	Dame x d2+ 0.07
	e6 0.17
L'autre possibilité théorique est 12. ... b6.	
13. 0-0	0.05
	b6 0.17

14. Tour f d1	0.07	fou b7	0.17
15. d5	0.08		

Outre le duel théorique, il s'agit aussi d'un duel stratégique entre les deux adversaires. Les Blancs comptent sur le pion passé créé en d5 pour faire la différence, alors que le plan des Noirs est un plan à long terme: ils cherchent tout d'abord à bloquer le pion blanc, puis à faire valoir la majorité de pions à l'aile Dame.

15. ...	e x d5		
16. e x d5	0.08	Cavalier d7	0.21
17. Fou b4	0.09	Tour f c8	0.24
18. Fou e7		Fou f6	0.59

Une nouveauté théorique. Une partie entre les juniors britannique Wells et américain Wolff à Oakham 1986 a continué par 18. ... Fou f8

19. d6	0.13	Roi g7	1.07
--------	------	--------	------

Si Kasparov jouait maintenant 19. ... Fou x e7, on retomberait par interversion de coups dans la position de la partie Wells-Wolff Oakham 1986. Après 49 minutes de réflexion, Karpov répond.

Le grand-maitre yougoslave Ljubomir Ljubojevic proposait 20. Cavalier d4 suivi de Fou b5 comme une bonne possibilité pour les Blancs d'augmenter leur avantage.

20. ...	Tour c5	1.21
---------	---------	------

L'analyse des grands-maitres soviétiques Mark Taimanov et Edouard Goufeld donnait un net avantage blanc après 20. ... Fou c3,

21. Tour e1 - Tour e5,	22. Fou b5.
21. Fou b5	1.11
	Fou c6 1.26

Le seul coup. Le Cavalier noir doit rester en d7 pour bloquer le pion passé blanc.

22. Fou x c6	1.20	Tour x c6	1.26
23. Tour b d1	1.20	Fou c3	1.27

Les Noirs ont maintenant de bonnes chances de nulle, d'après Ljubojevic, qui considère que la seule chance qu'avait Karpov de prendre l'avantage résidait dans le 20^e coup Cavalier d4 au lieu de tour e1.

24. Tour e3	1.23
-------------	------

Un mauvais coup, d'après Ljubojevic, qui se déclare surpris du jeu de Karpov. Selon lui, «Karpov doit lutter maintenant pour la nulle», son Fou en e7 qui paralysait la position noire il y a seulement quelques coups est désormais

«hors-jeu». Kasparov a d'excellentes possibilités de contre-jeu sur l'aile Dame.

24. ...	f6	1.33
---------	----	------

Enfermant le fou e7, les Noirs ont un léger avantage, d'après Ljubojevic.

25. g4	1.30	g5	1.35
26. h4	1.41	h6	
27. h x g5	1.50	h x g5	1.57
28. Cavalier d4	1.56		

Menaçant Cavalier f5+. Toutefois, Karpov aurait pu jouer une possibilité tactique indiquée par le grand-maitre soviétique Mark Taimanov et le grand-maitre suédois Ulf Andersson, 28. Tour d5, suivi du sacrifice du Cavalier en g5, avec de bonnes possibilités de nulle.

28. ...	Fou x d4	1.38	
29. Tour x d4	1.56	Tour h8	1.51

Meilleur que Tour a c8. Les Noirs contrôlent les deux seules colonnes ouvertes de la position. S'ils parviennent à consolider leur position, ils auront alors un avantage stratégique gagnant, d'après Andersson.

30. Tour e1	2.07	Tour c2	1.53
31. a4	2.08	a5	1.53
32. f4	2.14		

Le seul coup. Avec seulement 16 minutes à la pendule pour jouer 8 coups, Karpov se résigne à compliquer la partie. Jouer actif est ici la seule possibilité de sauver la position.

32. ...	Roi g6	2.11	
33. f x g5	2.16	Roi x g5	2.10

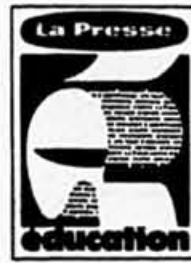
Kasparov marque son intention de jouer pour le gain, même son Roi participe à l'action. Après 33. ... f x g5, la position s'ouvrait pour les Tours blanches.

34. Tour f1	2.17	Roi g6	2.11
35. Tour f2	2.22		

Moins précis que Fou x f6 suivi de d7, et les Blancs obtiennent la nulle.

35. ...	Tour h c8	2.12	
36. Tour d f4	2.23	Tour x f2	2.18

Et Kasparov propose la nulle, que Karpov accepte après quelques instants. Le grand-maitre Ljubojevic, qui réalisait le commentaire dans la salle d'analyse, se montre surpris de la décision de Kasparov: il jugeait la position toujours avantageuse pour les Noirs.



ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTES

LA PRESSE / ÉDUCATION vous invite à participer à un atelier sur l'utilisation de LA PRESSE en classe, portant sur

LE TEMPS DE NOËL

DATE: Le jeudi 26 novembre 1987

ENDROIT: LA PRESSE LTÉE
40, rue Saint-Antoine
MONTREAL (Québec)

DURÉE: De 19 h à 21 h 30

COÛT: 12\$. Ce montant inclut un goûter, la remise de documents pertinents ainsi que 30 exemplaires de LA PRESSE qui seront livrés à votre lieu d'enseignement.

CLIENTÈLE INVITÉE: Les enseignants du primaire.

Le nombre de participants étant limité à 40, prière de vous inscrire le plus tôt possible en téléphonant au

285-7263

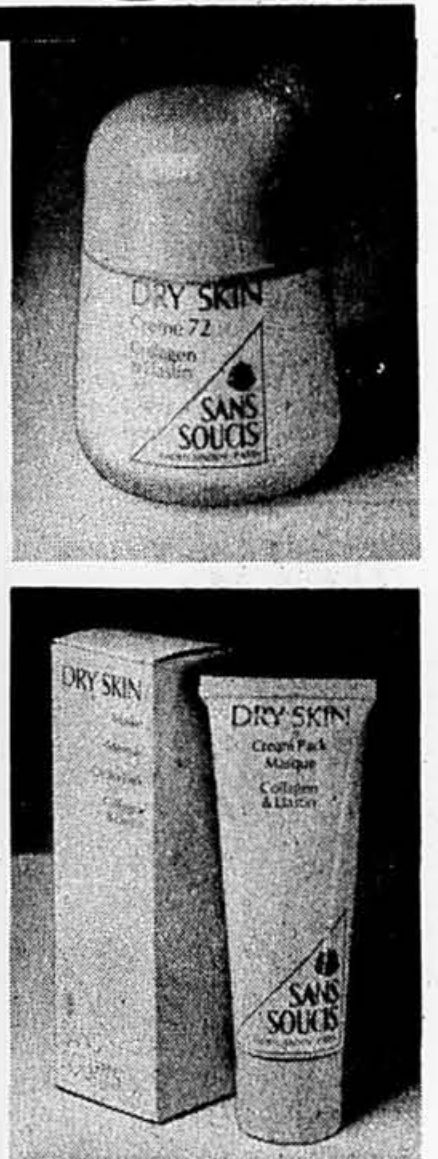
DATE LIMITE: Le 23 novembre 1987 à midi.

SANS SOUCIS

L'IMAGE DE LA CONFIANCE EN SOI-MÊME

Des soins de la peau exquis. Crème 72 pour peau sèche... une précieuse émulsion de collagène et d'élastine qui aide l'hydratation de la peau, la protège et favorise son élasticité; elle pénètre rapidement. Appliquez-en après avoir nettoyé votre visage. 50 mL 39,50

Masque hydratant pour peau sèche. Masque de crème hydroactive au collagène. Contient du N.M.F. et de l'élastine pour équilibrer l'hydratation. Il laissera votre peau douce et détendue. 50 mL 29\$



ACHAT AVEC ACHAT

Pour 10\$ supplémentaires à l'achat de tout produit Sans Soucis, vous recevrez une trousse contenant:

- Lotion pour corps 200 mL
- Bain moussant parfumé 200 mL
- un savon 100 g (Valeur de 44,25)

Produits de beauté, rayon 240



50

C'est chaud!

AVIS LÉGAUX - APPEL D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

G.S.M.
PRÉAVIS D'ENCAN
Usine de placage tout équipée
Interplice Inc.
«En faillite»

A: 8837 Champ-D'Eau, Mt.
Date d'encan: Jeudi 26 novembre 87 à 11 h 01
Inspection: Mercredi 25 novembre 87
10 h à 16 h

Camions • Remorques
• Chariot Élévateur • Permis • Etc.
Valley Field Leasing Inc.
et autres

Résultat pour la vente
A: 4700 St-Ambrose (Édifice Simmonds)
Date d'encan: Mardi 1er décembre 87 à 13 h 01
Inspection: Lundi 30 novembre 87 10 h à 16 h

Machinerie d'atelier d'usinage
Résultat pour la vente
A: 4700 St-Ambrose (Édifice Simmonds)
Date d'encan: Mardi 1er décembre 87 à 11 h 01
Inspection: Lundi 30 novembre 87 10 h à 16 h

Pour information ou brochure appeler:
G.S.M. International Encanteurs
(514) 335-0221

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA
AVIS est, par les présentes, donné que Trust General du Canada s'adressera au Parlement du Québec, à sa présente session, pour lui demander l'adoption d'une loi d'entrée privé ayant pour objet l'abrogation de l'article 10 de sa charte (1970, Chapitre 80) qui impose des restrictions à l'exercice du droit de vote des détenteurs de ses actions ordinaires.
Les procureurs de TRUST GÉNÉRAL DU CANADA
PICHÉ, ÉMERY

Suite des Avis légaux, Appels d'offres, Soumissions et Encans en pages D 5, H 13, H 14 et H 15

